

Tribune socialiste

TS



HEBDOMADAIRE DU PARTI
SOCIALISTE UNIFIÉ
n° 644 du 8 au 16 février 1975
3 F 50

bigeard

NOUS

voilà !



Sommaire

- **DROITE** : le grand branle-basp. 4
- **SOCIAL** : l'alphabétisation au service des travailleursp. 5
à Pasteur, l'échéance approchep. 6
- **PAYSANS** : quand les ministres font ripaillep. 7
ne rien attendre de Bruxellesp. 7
- **ARMEE** : l'ère des relations humaines p. 8
à quoi sert l'armée de Bigeard ? ...p. 9
pour un syndicat dans les casernes p. 10
- **MONDE** : d'hier à aujourd'hui... la Chinep. 11
en Guyane, le pillage organisép. 12
flambée de luttes en Espagnep. 13
- **EXPRESSION** : deux films sur le mariagep. 14
deux regards sur Valparaisop. 15

La guerre d'Algérie n'a pas eu lieu

Bigéard et Françoise Giroud vedettes d'un même conseil des ministres, et JJSS qui enrage de n'être pas de la petite fête : il est grand temps de brûler les collections de l'Express des années 56-62.

Cet autodafé sur l'autel du giscardisme aurait sûrement son utilité politique. Quand on veut faire des Républicains Indépendants un grand parti populaire, il y a quelques pages d'histoire à arracher ; ainsi évitera-t-on à des esprits mal intentionnés la tentation de rechercher ce que fut l'attitude de certains dirigeants actuels à l'égard de l'OAS.

Mais il semblerait que la droite ne soit pas seule à réécrire l'histoire. Quand Michel Rocard affirme à Pau que « le parti communiste a sauvé l'honneur du socialisme pendant les guerres coloniales », il fait sans doute allusion à l'Indochine. Car, pour l'Algérie, il a fallu que d'autres engagent la lutte de masse pour être rejoints dans la rue à partir de 1960 par le parti communiste.

De 1956 à 1958, ce n'est pas de son côté que se tournèrent ceux qui voulaient maintenir l'honneur du socialisme. Comme ce secrétaire des étudiants socialistes dont le nom s'écrivait Georges Servet et se prononçait Michel Rocard.

M.M ■



Bertolt BRECHT

L'Opéra de Quat'Sous

Mise en scène : Guy RETORE
dernière le 2 mars

AU PETIT TEP
2 pièces de :

pierre louki

Mise en scène : Christian DENTE
avec : A. MOYA et R. SOUZA
dernière le 16 février

17 rue Malte-Brun 75020 Paris
M° Gambetta - tél 636.79.09

calendrier politique

● Le PSU répond à vos questions

Meeting à Perpignan le 12 février à 20 h 30 avec Victor Leduc et Jean-Claude Gillet.

● Week end culturel

Les 15 et 16 février, 9, rue Borromée, Paris 15e :

— Quel combat pour une culture populaire ? expériences militantes. Réflexion théorique ; qu'entend-on par révolution culturelle ?

P.S.U. — Documentation

Vient de paraître

N° 75.76.77 Le P.S.U. dossier d'accueil F. 4.00

Numéros disponibles :

- N° 22 - 23 Sur le mouvement politique de masse 2.00
- N° 24 - 25 La police dans la lutte des classes 2.00
- N° 26 Rosa Luxembourg 1.00
- N° 27 - 28 La crise du système monétaire international 2.00
- N° 42.43.44 Le mouvement révolutionnaire et l'Université 3.00
- N° 45 La lutte des femmes dans l'habillement et le textile 1.50
- N° 51 Le recrutement 1.00

- N° 52.53.54 Quand les patrons vont à l'école 3.00
- N° 62.63.64 Le Capitalisme et la Fiscalité 4.00
- N° 65 - 66 Matérialisme Dialectique et Matérialisme Historique 2.50
- N° 67.68.69 Capitalisme et Consommation 4.00
- N° 70 - 71 - 72 coopération ou néo-colonialisme 4.00
- N° 73 - 74 animation de la réunion de section 3.00
- Abonnement : 20N° F 30.00
- A adresser à : Editions Syros
9 Rue Borromée. 75015 Paris
C.C.P. 19 706 28 Paris

photos : AFP p. 9, 11, 15 - Kagan p. 9, 10 - C. Lespinaese (Fotolib) p. 7 - Maillac (Adja) p. 3 - Weiss (Adja) p. 5, 13



HEBDOMADAIRE
DU PARTI
SOCIALISTE UNIFIE

Direction politique : Gilbert HERCET - Alain TLEMEN
Rédaction : 566.45.64 - Administration : 566.45.37 - Publicité : REGIE-INFORMATION (770.40.18)
Distribué par les N.M.P.P.
Imprimerie d'HEBDO-T.C.

Rédaction en chef : Philippe MARIELIE
Secrétariat de rédaction : Monique GRIMA
Maquette : Chantal LENDER
Secrétariat - Documentation : Marie-Françoise CHAILLEUX
Dir. publ. : André BARJONET
9 RUE BORROMÉE 75015 PARIS

Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière bande avec 3 F en timbres. Indiquer la nouvelle adresse complète.

Abonnement : 100 F pour un an ; 60 F pour six mois. Soutien : 150 F

Un nom :
une adresse :
et un chèque de 100 F

(pour 6 mois : 60 F - soutien 150 F).

T.S. 9, rue Borromée - 75015 Paris
CCP PARIS 5.826.65

Si vous pouvez pas faire un abonnement, faites en au moins deux !



librairie

EDITIONS SYROS

Commande & Règlement à : EDITIONS SYROS 9, Rue Borromée 75015 PARIS

- L'ETAT PATRON 40,00F
Philippe Brachet
- LE MOUVEMENT TROTSKYSTE EN FRANCE 30,00F
Yvan Craipeau
- SERVITUDE ET GRANDEUR DU P.S.U. 30,00F
Edouard Depreux
- L'ENFER DES POMPIERS 24,00F
J.J. Lubrina (journal d'un pompier de Paris)

- AUTOGESTION ET REVOLUTION SOCIALISTE 8,00F
Colloque autogestion janvier 1973
- CHILI 1970-1973 : UN PEUPLE EN LUTTE 10,00F
Collectif Chili
- CHILI : LES DOCUMENTS DU COMLOT I.T.T. 10,00F
Jack Anderson
- LE « MAI » DES BANQUES 10,00F
Militants C.F.D.T.

Guy Mollet a bien fait de ne pas venir à Pau : il n'aurait pas bien reconnu la mécanique habituelle des congrès socialistes. Les mauvaises habitudes de l'UNEF (et, diront les méchantes langues, du PSU...) ont fait tache d'huile : tout s'est passé en réunions de « courant ». Même la sacro-sainte commission des résolutions n'a pas eu de vrai travail politique à faire : les courants avaient tranché.

Ils avaient décidé qu'il n'y aurait pas de « synthèse » entre la motion majoritaire et celle du CERES. Non que les textes fussent très éloignés l'un de l'autre, sur moult points. Mais les problèmes d'hommes, de « comportements », de visées politiques étaient cette fois encore plus importants que les textes.

Pourtant, Motchane, Charzat, et dans une certaine mesure Guidoni, s'étaient voulu plus conciliants au sein du CERES : ils envisageaient de séparer la discussion d'un texte politique de synthèse et la conclusion éventuelle d'un accord de direction avec Mitterrand. Mais ils se retrouvaient au sein d'un courant « durci », où les positions, plus intransigeantes d'un Chevènement ou d'un Sarre correspondaient mieux à l'état d'esprit des militants.

Pourtant, les Cot, Nicole Questiaux, Delfau, soutenus par les « rocardiens », avaient plaidé pour la « synthèse » avec le CERES, à leur réunion de courant. Mais rien n'y fit : la hargne des ex-conventionnels et des amis de Mauroy à l'égard du CERES était à son comble. Ils étaient venus pour casser. Ils casseraient. Mitterrand a donc cassé.

« Il est personnellement très triste ce soir », me disait de lui, au moment de la commission des résolutions, l'un des rares hommes qui soient de ses amis, et pas seulement de ses séides.

Après tout c'était peut-être bien vrai. Il y a peu de jours encore, Mitterrand souhaitait reconduire, dans toute la mesure du possible et si le déroulement du congrès l'autorisait, une alliance avec le CERES lui permettant de jouer éventuellement sur des majorités de rechange à la direction du parti. Mais, faisant le compte des positions des fédérations, il a bien dû se résoudre à

Le congrès du PS La défaite de Mitterrand



l'évidence : plus de sept de ses plus fidèles « supporters » sur dix y étaient hostiles. Bien sûr, il aurait pu pousser un « coup de gueule » en réunion de courant, et remonter la pente.

Mais — c'est peut-être là la première défaite de Mitterrand — il ne l'a pas fait, pensant que renouveler l'accord de direction dans ces conditions jetterait ses amis dans un tel désarroi que ce serait favoriser dangereusement la progression du CERES au détriment du ventre mou, et mitterrandiste, du parti.

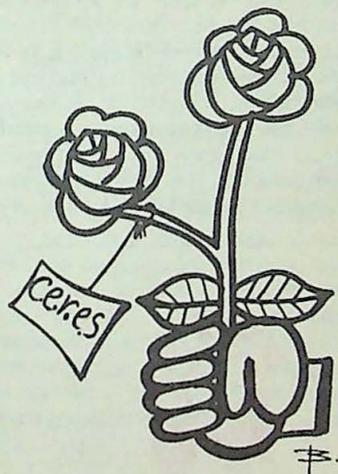
Mitterrand a donc composé avec ses généraux parisiens et ses colonels de province et il s'est consolé en pensant que, quitte à rompre avec le CERES, il valait autant le faire à un moment où l'organisation de ce courant n'est pas encore très fortement structurée (il y avait une baudruche CERES, nous avons enfoncé une aiguille dedans, au prochain congrès elle sera dégonflée », me disait un « mitterrandiste » optimiste, membre du bureau exécutif). A un moment aussi où l'entrée d'ex-PSU et de la troisième composante (« la décomposante » comme dit Chevènement) fournit une gauche de remplacement...

Mitterrand s'est encore consolé en composant un secrétariat national où il donne une sucette à Martinet et rien aux nouveaux venus des

Assises. Un quart d'heure avant qu'il annonce sa composition, aucun des intéressés ne savait vraiment s'il y serait ou pas ! « L'empire du milieu se gouverne par mandat du ciel », commentait un dirigeant du CERES...

Gouverné par un Mitterrand plus impérial que jamais, plus « attrape-tout » que jamais (« la motion un : une seule ligne, plusieurs poissons ! » s'écriait Motchane), mais désormais contraint de composer avec ses barons, le PS sort du congrès de Pau avec une stratégie clarifiée.

Les historiens, et les plus anciens parmi nous, vont être heureux : on a une bonne chance de voir refluer des formules héritées, tout à la fois



des années 30 et des années 50. Comprenant que la social-démocratie était en train de « se placer », dans la perspective d'un prochain exercice du pouvoir, le PC a entrepris de réaxer sa stratégie, sa pratique, son vocabulaire, dans un enracinement dans la classe ouvrière, à laquelle va désormais entreprendre de démontrer qu'à côté de la voie réformiste représentée par le PS, il symbolise, lui, la vraie voie qu'attendent les travailleurs, la voie révolutionnaire, offrant la perspective de transition au socialisme.

Mitterrand n'en a cure. Il le répétait samedi soir à un groupe d'amis : « Le PC ne pourra pas faire croire à cette stratégie. On ne fait pas du réformisme pendant quinze ans impunément... ». Et Mitterrand est donc décidé à suivre tranquillement sa voie, persuadé qu'en fait le PC ne pourra bien arrêter un jour sa potentielle, faute de combattants, c'est-à-dire faute de troupes pour la suivre.

Il est, de ce point de vue, préoccupé que le CERES ait désormais les mains plus libres au sein du PS : certains des arguments du PC vont désormais être repris en compte, au sein même de sa propre organisation.

Voilà encore une possibilité pour que l'apparente victoire de Mitterrand à Pau se transforme en échec sur le long terme : les bases existent certes vraiment, avec l'appui de Deferre, Mauroy, Rocard et un apport militant CFDT, pour faire du PS une grande social-démocratie renouvelée. De ce point de vue, tiens, Mollet aurait pu s'y reconnaître, à Pau...

Mais la possibilité existe aussi, avec le tournant du PCF, la liberté d'action du CERES, le développement et l'autonomie du PSU, l'autocritique d'une bonne part des militants d'extrême gauche, que s'ouvre cette phase de « restructuration politique du mouvement ouvrier » que Rocard et Feran affirmaient rechercher...

Gilbert HERCET ■

« Au moment où nos routes se croisent, martelait la voix grave de Pierre Guidoni, un des responsables du CERES, notre émotion n'est pas moindre que la sienne... ». L'autre route, l'autre émotion, c'étaient celles de Michel Rocard et des militants entrés au PS à la suite des Assises. Et dans cette formule, dans ce moment, il y avait résumé presque tout « l'apport » du congrès de Pau...

Le « congédiement » du CERES, chassé d'une direction à laquelle il participait depuis le congrès d'Épinay, c'était peut-être la fin des illusions : celle surtout d'avoir pu modifier profondément l'orientation du parti socialiste, de l'avoir « ancré » à gauche solidement, d'être en mesure de lui faire abandonner toute nostalgie des stratégies « centristes », de renforcer sa « base de classe ».

A l'heure où parlait Guidoni, pourtant, tout était joué. Pendant toute une nuit, la commission des résolutions avait siégé. Une nuit longue et amère. « Nous sommes en face d'une situation regrettable d'opposition sur beaucoup de choix » avait dit Mitterrand aux animateurs du CERES. En aparté, Jean-Pierre Chevènement avait commenté : « Nous avons

durant la journée du samedi les « vedettes » avaient préparé le terrain. Chevènement avait ouvert le feu au nom du CERES, lançant les premières banderilles : « Le PS, est-ce comme la femme de César un être insoupçonnable ?... Nous héritons de tout un passé de troisième force... ». Et pour l'arrivée des anciens du PSU, il a eu ce mot : « Entre le

Un grand et beau congrès...

essayé de faire boire l'âne ; mais il n'a pas soif ». Un vote indicatif sur l'opportunité de faire participer le CERES à la nouvelle direction, réalisé dans la nuit même au sein du courant majoritaire, avait donné 2 000 mandats contre et seulement 500 pour.

Durant la journée du samedi les « vedettes » avaient préparé le terrain. Chevènement avait ouvert le feu au nom du CERES, lançant les premières banderilles : « Le PS, est-ce comme la femme de César un être insoupçonnable ?... Nous héritons de tout un passé de troisième force... ». Et pour l'arrivée des anciens du PSU, il a eu ce mot : « Entre le



CERES et Rocard, il n'y a pas plus de différence qu'entre Renault et Bugatti, une usine de série et un laboratoire de prototype ».

L'intervention de Mitterrand — une longue exhortation hésitant entre le charme et le dressage — a eu raison des effronteries de ces « jeunes » du CERES. Après une leçon de choses un peu laborieuse sur le profit et le capital, le souverain premier secrétaire a distribué les mauvaises notes et indiqué les punitions éventuelles : « Suavité de vos discours, mon cher Chevènement... Il y a ceux qui disent un peu plus et qui font un peu moins... Ce qui est bien, c'est vous ; ce qui est mal, c'est les autres... On ne peut faire chacun son propre parti... J'en appellerai au parti tout en-

tier pour stopper les menées fractionnelles... ». Après une telle remontrance, la voie de la commission des résolutions était toute tracée.

Il y eut bien d'autres morceaux de bravoure. Gaston Defferre par exemple, a refait au congrès de Pau son « coup des Assises » : un discours « gauchiste » pour neutraliser la gauche. « Les propositions du CERES ne vont pas assez loin... Pour assurer la transition vers le socialisme, il faudra que nous soyions capables de changer la légalité... »

Après cette avalanche et un discours « planétaire » de Michel Rocard, il ne restait plus à Pierre Guidoni qu'à parler pour « l'histoire », pour la mémoire du parti : « S'il n'y a pas une différence de stratégie, s'il s'agit seulement de « problèmes de comportements » à la direction du parti ou ailleurs, que dire de ce « comportement qui donne 97% des mandats au maire de Marseille dans son département ?... Cette République égalitaire où tous sont égaux, mais certains

plus égaux que d'autres... Personne ne peut dire que demain, les militants qui nous font confiance seront moins utiles au parti qu'hier... Et nous avançons, comme disait ce poète chilien assassiné, l'âme pleine de drapeaux ». Et le lendemain, il reconnaissait que le désaccord était venu « sans qu'on ait eu vraiment le temps et l'envie d'en débattre ».

L'alliance d'Epinay était donc rompue. Dans un parti où les élus et l'entourage immédiat du premier secrétaire (le « cabinet ») pèsent de tant de poids, le CERES a perdu son moyen de pression principal : ses postes de secrétaires nationaux. Il n'est pas sûr que sa cure d'opposition lui permette de rester influent dans les douze fédérations où il est actuellement majoritaire, ni de conserver son avance dans les autres.

Mais la grande vedette de ce congrès a été Parti communiste. La poignée de leaders qui ont pu prendre la parole n'ont parlé que de lui, même quand il s'est agi de reprocher au CERES d'en avoir trop parlé : « Vous en rajoutez

sur le programme commun, comme s'il était en péril », a dit Mitterrand à l'adresse de Chevènement, devant un Paul Laurent ravi. Mais sur le fond, la réponse à quelques questions gênantes a surtout été... qu'il ne pouvait être question de répondre. Les actions communes ne viendront que « lorsque la campagne anti-socialiste aura cessé ».

Sur cette lancée, Mitterrand a même été très loin. « Ce qui nous sépare, mon cher Chevènement, c'est que j'aimerais aller seul au pouvoir, avec 51% des voix. Si bien sûr c'était possible... ». Du coup, le programme commun paraissait loin. Et on pensait à ce que pourrait devenir un parti attrape-tout, qui a déjà doublé ses effectifs entre deux congrès, entreprend de monter une maison d'édition et une station de radio, lorgne du côté d'un quotidien, et achète un luxueux immeuble sur la place du Palais Bourbon, à deux pas d'une institution qui doit beaucoup aux socialistes, si ce n'est pas le contraire...

Philippe MARIÉLIE ■

 Ceux qui s'acharment à discréditer la politique en se limitant exclusivement à la politique « politicienne » — comme on dit — s'en sont pourtant donné à cœur joie. Le week-end dernier aura sonné le grand branle-bas dans le Landernau de la droite avec le congrès des Républicains indépendants et la réunion du Comité central de l'UDR. De part et d'autre on a fait semblant de s'envoyer des fleurs : en fait, une concurrence acharnée s'est ouverte dans la course à l'hégémonie sur la majorité.

Minoritaire dans sa majorité

« Devenir plus », le slogan du congrès affichait sans pudeur l'objectif des Républicains indépendants. Il s'agit de giscardiser la majorité présidentielle et, pour cela, de créer un vaste rassemblement populaire. D'un syndicat de notables en place, les RI veulent se transformer en un vrai parti politique et leur congrès en a dessiné l'armature. Ponia a pris les choses en mains car dans ce domaine il veut en finir avec le bricolage. Il s'est fait élire président.

Le rôle de ce parti plus structuré est de doter le président de la République d'une majorité à sa dévotion, « d'inspiration libérale », de même qu'une majorité gaulliste soutenait un président sorti de ces rangs. Ponia voudrait prendre le relais d'une UDR dont on se gaussait déjà pour ses divisions, les éclats tragiques de son ex-secrétaire, bref, pour sa dégénérescence.

Pour les RI, l'opération « rééquilibrage de la majorité » s'esquissait sous les meilleurs auspices. C'était compter sans Chirac. Après un viol — certes consentant — de l'UDR, il en devient le secrétaire général. Les choses ne traînent pas : un comité central à 80% chiraquien a élu di-

droite

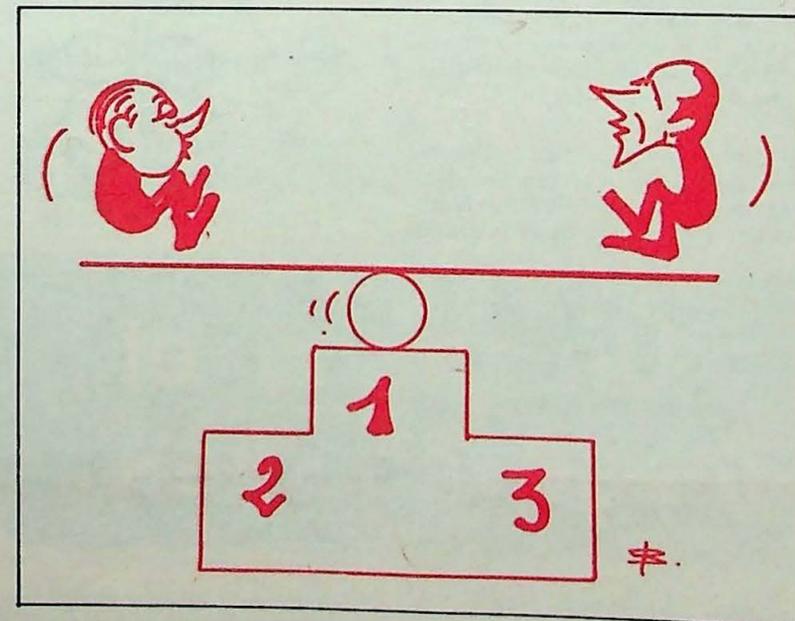
Le grand branle-bas

manche un bureau aux ordres. Ainsi s'explique, en dépit du sourire affiché, la crispation de Ponia. Chirac avait bien compris tout le bénéfice qu'il pouvait tirer de la mainmise sur une organisation dont l'enracinement en province était à la fois incontestable et sous-estimé par ses adversaires, à l'intérieur de la majorité. Le nouveau promu a comblé les nostalgiques du chef gaulliste que Giscard n'a pas pu incarner. Tambour battant pour l'UDR, c'est

projet de restructuration de la majorité giscardienne passe par la fédération avec le centre, ou plutôt les centres. Avec les Rossi et autre Lecanuet ça bouge, ça se remue, ça grenouille.

centres à unir

Tentatives d'union des centres, cent fois avortées, cent fois recommencées ! Pour en capitaliser tout le bénéfice politique, les RI



le retour en force. Indiscutablement ce renforcement du courant bonapartiste aux potentialités autoritaristes fait que l'équilibre de la majorité joue en faveur de l'UDR.

Les RI ne s'en laissent pas compter pour autant. C'est pourquoi leur

veulent être au cœur de cette fédération qui doit rassembler ceux qui se sont retrouvés au premier tour des présidentielles.

La majorité offre donc l'aspect de deux blocs assez contradictoires. Cette politique révèle en fait le

choix de deux politiques opposées ; on pourrait en conclure que la bourgeoisie met toujours deux fers au feu, mais ce serait trop présumer de son monolithisme. Il y a les défenseurs de la coalition actuelle renforcée dans un sens autoritaire, et d'autre part tout « le magma » libéral qui est pour l'ouverture vers le centre et même plus loin. La porte ouverte sur une collaboration des socialistes, on ne peut pas dire que Mitterrand l'ait claquée au Congrès de Pau. De tout ce magouillage politique le même Mitterrand tire la conclusion qu'on en est revenu au régime des partis de la Quatrième république qu'il a bien connu. Certes au niveau des apparences, tout ça rappelle les plus beaux jours de la Quatrième ; d'un point de vue plus prospectif, ce sont là les vagissements de la naissance d'une tentative pour instaurer, à partir d'un grand rassemblement majoritaire, le système présidentiel qui est plus à même de promouvoir un régime dont le capital a besoin en une période où la bourgeoisie s'attend à faire face à de grosses difficultés sociales.

En ce sens le remue-ménage actuel pourrait prélever à une mise en branle pré-électorale. En effet il ne serait pas étonnant que les stratèges du président de la République aient les yeux fixés non sur l'horizon 78, mais sur une échéance plus rapprochée si la politique Fourcade entraîne un début de résorption du chômage, et si le succès de la « fédération des centres » permettait à Giscard d'espérer distancer nettement l'UDR et surclasser une gauche divisée. Les récents résultats des sondages et les projets de réforme de la loi électorale additionnés à la perspective non réfutée par les socialistes de « monter » au gouvernement, pourraient confirmer ce qui n'est aujourd'hui que pure hypothèse.

Alain Tlemcen ■



Pour une alphabétisation au service des travailleurs

Réunies les 18 et 19 janvier, les 49 associations qui composent le CLAP (comité de liaison pour l'alphabétisation et la promotion) ont repris le pouvoir...

Les permanents du CLAP avaient en effet depuis quelques mois pris un certain nombre de décisions importantes en mettant le Conseil d'Administration

Le CLAP se doit de ne plus rester neutre devant les problèmes de l'immigration et du racisme.

Ces mêmes associations qui ont « aidé » à la nouvelle orientation du CLAP, celles qui œuvrent pour une réelle promotion des travailleurs (prise en charge par les travailleurs eux-mêmes de leurs problèmes) sont aujourd'hui menacées de disparition...

La Fasti se voit contrainte au licenciement de ses

Tours : la chasse aux syndicats

La récente loi sur l'indemnisation du chômage pour raisons économiques a de bien étranges utilisations dans la ville de M. Royer. Il y a déjà 3 000 chômeurs dans la région de Tours. Après les réductions d'horaires et les licenciements collectifs... voici venu le temps des licenciements de délégués syndicaux. Sept militants mis à la porte en deux mois. La liste que nous publions ci-dessous est édifiante. Et pourtant, elle ne se limite pas là.

Une conspiration du silence s'est instaurée. Le préfet a refusé de recevoir la CFDT, l'a renvoyée à l'inspection du travail où un certain Huart a donné sa bénédiction aux employeurs. La police aide aussi les patrons : elle arrête les colleurs d'affiches syndicales. Pour clore le tout, Royer s'est même déclaré prêt à faire appel à l'armée si les ouvriers de la compagnie des transports en commun poursuivaient la grève... une bien belle région !

RIGAUT (Charpente métallique) - Tentatives répétées de licenciement à l'encontre du délégué syndical et de deux autres élus CFDT en trois mois.

C.M.P.P. (Centre médico-psycho-pédagogique) - Licenciement du délégué syndical pour « pratique aberrante ». En fait l'activité d'Alain RABOT au sein de la section syndicale CFDT et sa contestation des méthodes utilisées par le professeur BOULARD résonnaient mal aux oreilles de ce dernier.

PLASTI-PLAQUES (Métallurgie) - Le délégué syndical CFDT est licencié dans le cadre d'un licenciement collectif.

Le représentant syndical CFDT au CE est contesté devant les tribunaux.

SOTRAIP (Métallurgie) - Une lutte anti-syndicale qui ne date pas d'hier. Après le licenciement du délégué syndical CFDT en 1972, licenciement aujourd'hui d'un délégué du personnel CFDT.

LES SABLES (Club de Prévention) - On essaie de faire jouer un rôle de « flic » aux éducateurs. Licenciement du délégué syndical.



devant le fait accompli... Plusieurs associations (Fasti, Cimade, Accueil et Promotion, etc...), refusant cette pratique, ont rédigé des motions qui ont été votées à la majorité et remettent le CLAP à sa place, c'est-à-dire au service des associations et des travailleurs ! Le CLAP doit donc assumer le pluralisme de ses relations avec les associations. Il doit être un organisme démocratique, lieu d'un réel débat. Le CLAP ne peut plus revendiquer le monopole de l'alphabétisation, il doit interdire tout monopole !

permanents : Accueil et Promotion, obligé d'utiliser les fonds destinés à la formation des travailleurs immigrés pour maintenir à flot le foyer de Charonne (n° 60), sera peut-être obligé de faire de même dans un proche avenir.

Ainsi les travailleurs d'Accueil et Promotion, en défendant le foyer dont ils ont la responsabilité, défendent leur outil de travail. Pour eux, la lutte continue jusqu'à ce que les pouvoirs publics leur donnent une réponse précise.

Licenciements à Schlumberger

Compteurs - Schlum à Montrouge dans la banlieue parisienne ; 4 914 employés en 1969, 2 710 en 1974. Pour la direction, c'est une « évaporation naturelle »... En fait il s'agit d'un plan de restructuration visant à transformer Montrouge en centre de secteur tertiaire.

Aujourd'hui cette « restructuration » s'accélère : Le 15 janvier la direction annonce la suppression de 516 postes de travail dans le groupe dont 280 à Montrouge. Les commandes pour 1975 auraient — paraît-il — fortement baissé. Pourtant le groupe se porte bien, s'il faut en croire **Valeurs actuelles** (1). Les bénéfices ont doublé en trois ans (60 % d'augmentation pour 1974).

Pour les syndicalistes, la dyna-

mique de vente est sujette à caution, le quasi-monopole du marché jouant comme un frein. De plus, la généralisation de la sous-traitance, les fréquents changements d'équipe, les affectations arbitraires dans d'autres unités du groupe, — l'usine de Gennevilliers embauche pendant qu'on licencie à Montrouge — rendent plus difficiles les relations entre salariés et donc l'élaboration d'une critique et d'une riposte communes. Qui plus est, le PDG, Jérôme Seydoux — image de marque très sociale — est l'un des patrons qui a appelé à voter Mitterrand en 1974.

Tout va se jouer dans les semaines à venir : les premiers pas dans la lutte pour l'emploi restent timides, la mobilisation est difficile. D'au-

tant que les propositions d'actions divergent d'un syndicat à l'autre (cinq organisations - CGT, CFDT, FO, CFTC, CGC.).

Après plusieurs brèves occupations des bureaux de la direction par une centaine de travailleurs, un meeting a rassemblé plus de 1 500 personnes dans la cour de l'usine le 29 janvier. D'autres perspectives sont ouvertes à présent, pendant que se développe un travail de mobilisation, atelier par atelier. On prépare une manifestation unitaire sur les mots d'ordre : aucun licenciement, réduction des horaires, maintien de l'emploi.

Christian Weiss ■

(1) 27 janvier 1975.

librairie

LISTE N° 1

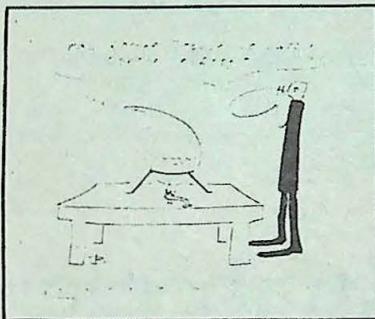
- Les luttes de classes en U.R.S.S. C. BETTEL-HEIM, Le Seuil, 45 F.
 - L'exploitation capitaliste. P. JALLEE, Maspéro, 8,50 F.
 - MAO.TSE.TOUNG et la Construction du Socialisme, Textes inédits, Le Seuil, 8,50 F.
 - Dossier « MULTINATIONALES », A. SABATIER & M. DUBLY, Tema, 20 F.
 - La propriété contre les Paysans. P. BOUCHET & R. GUILLAUMOND, Le Cerf, 9 F.
 - Les Anarchistes Russes & les Soviétiques, Ed. Spartacus, 7,50 F.
 - Ombres Chinoises, S. Leys, 10 / 18, 11 F.
- Prix total réel 109,50 F.**
Notre proposition FRANCO 100 F.

Commande & Règlement à : EDITIONS SYROS, 9 Rue Borromée, 75015 PARIS. C.C.P. 19 706 28 PARIS.

A Pasteur,

l'échéance approche ...

Depuis plusieurs années, l'Institut Pasteur, fondation privée spécialisée dans la recherche et la fabrication des vaccins, connaît de graves difficultés financières (1). Le montant des dons et des quêtes grâce auquel il vivait (mal) s'avérant insuffisant, le directeur, J. Monod, s'efforce depuis peu de « rentabiliser » ses activités. Il cherche à développer en particulier sa filiale IPP qui s'occupe de la production et de la commercialisation ; il a supprimé l'an dernier 150 postes (sur 2 000 emplois). Le déficit persistant et s'aggravant, la direction a proposé cet automne un nouveau plan qui repose sur une spéculation immobilière. Le terrain de l'Institut (situé dans le 15e arrondissement de Paris) serait vendu à un prix exorbitant et le produit de cette transaction servirait à financer le déficit et la réinstallation de la fondation à Garches.



Les perspectives pour les salariés ne sont pas brillantes : il est prévisible qu'une partie du personnel ne sera pas reprise, et que les équipes de recherche et de production seront peu à peu séparées. L'opération, en revanche, favorisera la mainmise des trusts pharmaceutiques que l'Etat soutient.

Mais cette « rentabilité » que cherche à tout prix et vainement la direction, est-elle possible et est-elle souhaitable ? La médecine de prévention vers laquelle s'orientent les activités de recherche et de production de Pasteur ne sera jamais « concurrentielle ». Les vaccins coûtent bien peu de chose si on les compare aux multiples médicaments onéreux, souvent peu utiles, que vendent les sociétés privées ; mais les frais de recherche supportés par Pasteur sont élevés. Les trusts pharmaceutiques n'ont pas intérêt au développement de la médecine préventive, mais ils s'entendent fort bien à utiliser les découvertes pasteurienne.

Dès que le projet a été connu, les travailleurs ont été unanimes à refuser le déménagement et le démantèlement. Les assemblées générales se sont succédées ; l'intersyndicale a tenu le 26 novembre une conférence de presse devant le personnel malgré les difficultés opposées par la direction. Le 12 décembre, une manifestation réunissant 300 travail-

leurs de l'Institut s'est rendue à la mairie du 15e arrondissement, puis au ministère de la Santé où ils ont déposé une lettre. Un référendum a ensuite été organisé par l'intersyndicale sur l'avenir de Pasteur. Par une écrasante majorité, les travailleurs se sont prononcés pour la plate-forme suivante :

— L'Institut Pasteur (fondation et production) joue un rôle de service public dans le domaine de la recherche, de l'enseignement et de la santé.

— L'Etat doit garantir le financement permanent de ce service public.

— La rénovation sur place de l'Institut est possible.

— Il faut maintenir des liens entre la production et la recherche.

— Les travailleurs de la production et ceux de la recherche doivent avoir le même statut.

Or l'échéance approche. C'est en effet au courant de février qu'est attendu le rapport de M. Morin, qui étudie depuis deux mois à Pasteur les conditions de relance (ou de sauvegarde) pour le compte du gouvernement. C'est sur la base de ce rapport que la décision gouvernementale sera prise.

Il est donc urgent de populariser la lutte des Pasteuriens et les objectifs qu'eux-mêmes se sont donnés. Une large campagne d'information sur le 15e arrondissement va être lancée par le PSU, en collaboration avec la CFDT et la LCR (le PC, le PS et la CGT s'étant retirés). Il faut accentuer la pression sur le gouvernement ! Mais il faut aussi rappeler les objectifs ultérieurs que le PSU a définis il y a un an, et qui apparaissent plus que jamais répondre aux problèmes de l'IP.

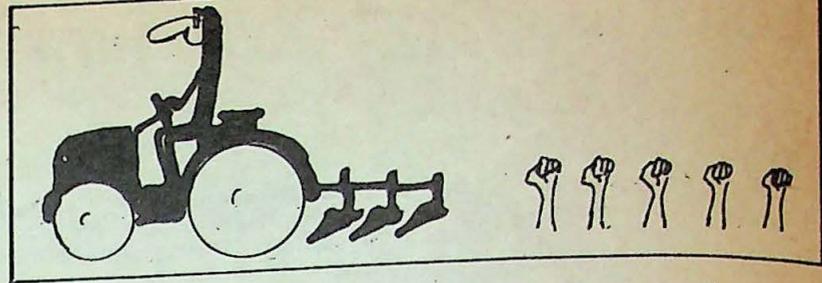
— nationalisation sans démantèlement ni suppression d'emploi, en exigeant que tous les travailleurs de Pasteur puissent contrôler de près la gestion du futur établissement public afin de s'assurer que les deux secteurs (recherche et production) soient mis au service de la santé publique et non du profit.

— financement assuré par l'Etat, qui pourrait trouver largement les ressources nécessaires en taxant les trusts pharmaceutiques à qui la recherche pasteurienne sert directement.

Ces objectifs sont liés à une autre conception de la santé ; la lutte de Pasteur ne prendra tout son sens que dans une réorientation totale qui sous entend une véritable médecine préventive et la lutte contre la recherche du profit des trusts pharmaceutiques qui devront être nationalisés.

F. Perrin ■

1) Voir TS n° 636.



un champ politique pour l'action paysanne

De plus en plus clairement les travailleurs de la terre découvrent que les paysans ne sont pas tous dans la même situation. Il y a ceux qui s'agrandissent, profitent des prêts bonifiés, des subventions et ceux qui n'ont rien. Parmi ceux qui se sont modernisés en s'endettant, il y a ceux qui s'en tirent et ceux qui ne s'en tirent pas.

Les techniciens agricoles, complices du système, expliquent les échecs de ceux qui ne s'en tirent pas par le manque de compétence, l'insuffisance de productivité, les erreurs de gestion. Pourtant une lecture attentive d'études de gestion révèle d'autres causes.

Parmi les producteurs de lait ayant un bilan de gestion qui les classe parmi ceux ayant un bon revenu, l'autofinancement est assuré à environ 75 %, les prêts ne représentant que le quart du capital d'exploitation. Ainsi ce n'est pas le travail qui apporte le supplément de revenu mais les économies réalisées parce que l'intéressé possède les trois quarts du capital d'exploitation...

Sur ces bases, la ligne de partage entre paysans n'est pas simple. De nombreux facteurs entrent en ligne de compte et évoluent en fonction de la conjoncture. L'important est de fournir des explications simples, claires, qui permettent aux travailleurs de comprendre.

Ceci étant, tout n'est pas acquis. Il reste à trouver les moyens d'agir syndicalement et politiquement.

Actuellement, la prise de conscience et l'action des travailleurs paysans s'effectuent et s'expriment essentiellement par deux canaux : le MODEF et les Paysans-travailleurs.

Au risque de schématiser, on peut écrire que le MODEF rassemble des petits paysans peu modernisés, donc moins directement dépendants du Crédit agricole et des industries qui commercialisent leurs produits. Son action, pour l'essentiel, consiste à dénoncer la politique agricole du gouvernement et à demander d'autres mesures, en montrant qu'elles pourraient être

appliquées par un autre gouvernement. De gauche.

Les Paysans-travailleurs, devenus souvent conscients de leur situation de dépendance après avoir fait les efforts de modernisation préconisés par la politique officielle, s'en prennent aux responsables directs de leur domination : les propriétaires, les industries agro-alimentaires, privées ou coopératives, pour exiger un bail, un prix, pour dénoncer un bradage etc... Ecœurés par les pratiques bureaucratiques et autoritaires de la FNSEA et des organisations agricoles, ils sont beaucoup plus directs dans leur action. Proches de la gauche syndicale ouvrière, ils pratiquent la démocratie de masse, les débats et décisions en assemblées générales. Comme les LIP.

Pour le PSU il n'est pas question de s'immiscer dans la vie de ces deux organisations de travailleurs. Mais un parti politique se doit de permettre à tous de situer son action dans un champ global, politique. De ce point de vue, pour avoir quelque chance de déboucher, on peut se demander si la lutte des paysans ne devrait pas intégrer quatre conditions :

1) contribuer à un clivage de classe en expliquant ce qui, dans le revenu, provient de la propriété (terre, capital) et ce qui reste pour payer le travail.

2) multiplier les actions contre les adversaires de classe pour obtenir des mesures concrètes, précises.

3) définir les données essentielles d'un plan global de politique agricole pour garantir la sécurité d'exploitation et des prix qui assurent un salaire aux travailleurs de la terre. Concrètement ce plan suppose des offices dans lesquels les travailleurs paysans seront correctement représentés et dont les pouvoirs de contrôle sur les fermages et sur les organismes de transformation et de commercialisation seront réels.

4) expliquer que cette action, vu sa nature de classe anticapitaliste, exige une solidarité avec les autres travailleurs et suppose un large mouvement de prise de conscience.

Jacques Dumesnil ■

Loire : quand les ministres font ripaille...

Afin de dénoncer l'exploitation qu'ils subissent les agriculteurs ont recherché des tribunes, trouvé des types d'actions originaux : ventes de viande, manifestations de masse (barrage de routes), actions de chocs (distribution de produits, manifestations auprès des responsables politiques).

Afin de ne pas faire des opérations du type commando qui les couperaient de la base, les agriculteurs doivent tenir compte, pour s'exprimer, de la situation géographique de leur région, de sa production principale (céréales, lait...), de l'audience éventuelle de leurs actions.

Cette pédagogie dans l'action commence à porter ses fruits dans la Loire, département aux productions agricoles multiples — lait, viande, arboriculture. Les manifestations sont nombreuses, depuis la grève du lait à l'occupation d'ORLAC. La priorité est surtout donnée aux actions de base. Nous examinons les ventes de terrains tout spécialement, nous encourageons les opérations qui peuvent se traduire par une économie pour l'exploitant.

L'invitation de Michel Poniatowski par Michel Durafour à présider la journée des maires a particulièrement retenu notre attention.

Pour nous il s'agissait de dénoncer clairement la politique gouvernementale dirigée par notre ancien ministre de l'Agriculture.

Contrairement à la journée du 16 septembre 74 où les agriculteurs avaient manifesté leur mécontentement sur la route, ils se sont adressés cette fois-ci à l'appel du CDJA, de la section porcine et de la FDPL, directement aux ministres et parlementaires qui sont les véritables responsables de la situation désastreuse et de la baisse de revenu subie dans cette période inflationniste. Cette action avait l'avantage de ne pas pouvoir être présentée par les journaux de façon tendancieuse : ils ont en effet la grande habitude de censurer les objectifs et de ne rendre compte que des actions sous un angle bien particulier afin de faire passer les agriculteurs pour des petits patrons.

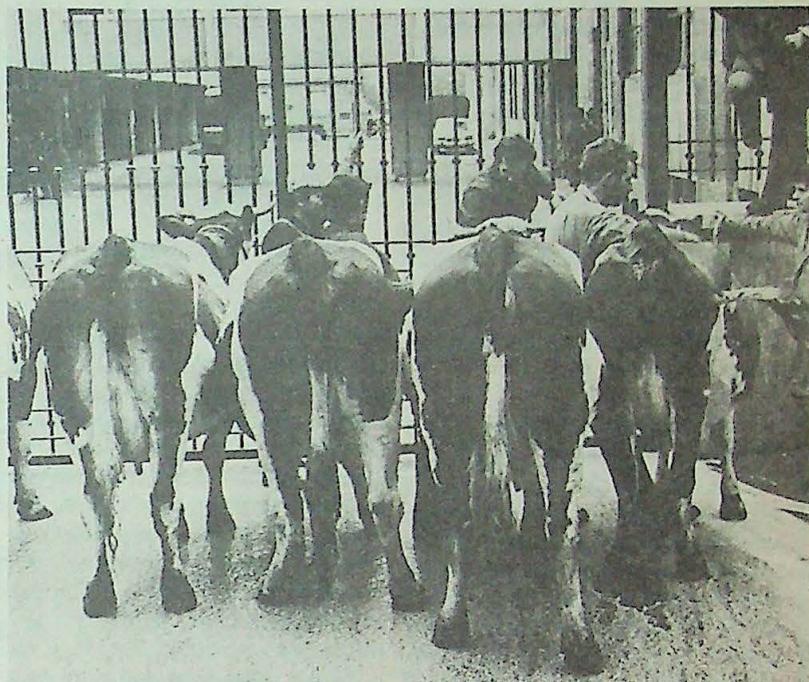
Les objectifs de cette action étaient de dénoncer la responsabilité du gouvernement actuel, et des précédents, dans la baisse du revenu des agriculteurs. Ce sont, en effet, MM. Giscard d'Estaing, alors ministre des Finances, et Chirac, ministre de l'Agriculture, qui ont incité les producteurs à développer la production de viande et obtenu l'instauration de la clause de pénurie au niveau européen.

L'incohérence de cette politique de la viande a entraîné le gaspillage de l'argent public, la ruine des paysans, le vol des consommateurs, l'engraissement des profiteurs par les magouillages tout au long des circuits commerciaux (marchands de bestiaux, commissionnaires, chevillards...). Les cotations sont faites de façon empirique, les trusts de la viande se partagent le marché et notamment les importations et les exportations.

Dans cette période de pénurie et de crise économique dont les agriculteurs sont les premiers à faire les frais, la baisse du revenu agricole a été de l'ordre de 23 % pour l'année 1974. Les ministres — qui sont solidaires de cette politique — et les parlementaires — qui la cautionnent — incitent les citoyens à faire des efforts, font supporter aux plus faibles les conséquences de la crise économique. Dans le même temps, ils participent à des banquets qui, comme celui prévu à la foire de St-Etienne, coûtent certainement plusieurs millions de francs anciens. Il s'agit là d'un gaspillage inadmissible ; le gouvernement et ses ministres devraient être les premiers à pratiquer l'austérité qu'il prêchent.

Les parlementaires du département sont plus soucieux de respecter les consignes des états-majors politiques parisiens que de défendre les intérêts des agriculteurs de leur région. En effet, en quelques

mois, ils ont refusé de réclamer, comme le leur demandait pourtant la fédération, l'ouverture d'une session extraordinaire de l'Assemblée nationale pour débattre de la crise agricole et prendre les dispositions qui s'imposent pour pallier à cette baisse de revenu. Ils ont voté favorablement, contre l'avis de la FDSEA et de la FDPL, un texte instituant le centre interprofessionnel laitier, qui n'apporte aux producteurs de lait aucune garantie et n'a pas été en mesure de fixer le prix du lait à la production. Il s'agit donc d'une réelle mystification des producteurs de lait à laquelle se sont livrés le gouvernement et les députés de notre département.



Voilà les principaux motifs de l'action menée par 300 agriculteurs responsables. Pour accéder au banquet officiel, les autorités ont donné l'ordre de faire évacuer les manifestants. Ce qui fut fait par les C.R.S. venus en force, armés et casqués, dans cinq cars de police. Mais devant la force... « publique », les manifestants se sont retirés dans le calme.

Secteur agricole PSU de la Loire

**LOREN
ZACCIO**
D'ALFRED DE MUSSET

STUDIO THEATRE 14
du 3 février au 8 mars 1975

20 av. Marc Sangnier Paris 14
Métro : Pte de Vanves
téléphone : 533.07.59

THEATRE MODERNE

15, rue Blanche - 874.94.28
Le Théâtre des Quartiers d'Ivry
et le Théâtre de Poche
de Bruxelles présentent

**LE PIQUE-NIQUE
DE CLARETTA**

de René KALISKY

Mise en scène A. VITEZ

PRIX UNIQUE 20 F

Tous les soirs, 21 h, sauf dim.
et lundi. Matin. dim., à 15 h.

paysans

rien à attendre de Bruxelles

Le marchandage pour fixer les prix agricoles va reprendre à Bruxelles entre les neuf pays de l'Europe du capital le 10 février prochain. Le gouvernement français veut obtenir une hausse moyenne de l'ordre de 14 %. Celui d'Allemagne ne veut pas aller au-delà de 9 % afin de ne pas faire monter son taux d'inflation. Bien assise sur son tas d'or et de devises, l'Allemagne social-démocrate qui sait gérer les crises du capital aura sans doute gain de cause : les prix seront majorés de 10 %.

Ceci ferait l'affaire de Fourcade incapable de faire aussi bien. Ce serait courir au « suicide » pour le gouvernement et les syndicats agricoles entre les mains des gros exploitants ou des exploitants modernistes qui ont passé un compromis avec les firmes agro-alimentaires et les banques, Crédit agricole en tête. Le gouvernement français va donc « subventionner » les prix en ajoutant 3 % supplémentaires, faisant ainsi une belle entorse à ses principes européens.

Pour les gros exploitants, notamment les céréaliers et les betteraviers dont le revenu a déjà augmenté de 18 % en 1974 après une excellente année 1973, la nouvelle est excellente. Dirigant les syndicats, ils seront tout disposés à briser les actions des petits et moyens paysans dont les revenus n'ont jamais autant diminué depuis vingt ans. Ils auront bien besoin de toutes leurs forces... et du concours de la police pour y parvenir.

Car la contestation se propage. Le syndicat des Paysans-travailleurs n'a aucune peine à prouver que la lutte des classes traverse la paysannerie comme elle traverse l'industrie, qu'il y a — ici comme là — des capitalistes qui ne cherchent qu'à accroître leur pouvoir et sont soutenus par une partie de la paysannerie moyenne. « Nous refusons ce syndicalisme unitaire qui prétend défendre en même temps les intérêts de deux classes différentes : ceux de la paysannerie capitaliste et ceux de la petite et moyenne paysannerie » annonçaient plusieurs dizaines de paysans de l'Aveyron en novembre dernier en se constituant en syndicat Paysans-travailleurs. De même en Maine-et-Loire, ce mois-ci : « L'unité syndicale n'est plus possible aujourd'hui. Les exploitants et les exploités ne peuvent plus cohabiter dans une même structure ».

Michel Camouis

l'ère des relations humaines

Cela s'est passé en France, en 1975. Un appelé martyrisé pendant une nuit entière par trois autres militaires, au 24e RIMA de Perpignan. Il y a eu les sévices — mais, après tout, l'empalement sur un manche à balai en Algérie, c'était la question en douceur, n'est-ce pas M. le secrétaire d'Etat à la Défense nationale ? Il y a beaucoup plus effarant encore : tout cela s'est déroulé dans une chambrée, sans que les chambrées voisines n'aient pu rien ignorer et, cependant, personne n'a bougé. Quel climat de terreur peut-on bien entretenir dans une caserne pour en arriver là !

Cela s'est passé à Paris, pas à Marseille ou à Nice : des fonctionnaires de police se livrant à un pillage rationnellement organisé. Voilà qui remet à sa place l'idée, sournoisement distillée dans l'opinion depuis deux ans, selon laquelle la corruption n'était qu'un joyeux folklore méridional. A force d'instituer les corps de police comme garants de la solidité et de la cohésion de la société, l'inévitable se produit : ils finissent par se croire tout permis.

A voir défilé sur la scène publique tant de personnages qui semblent directement sortis d'Arturo Ui, on croit rêver devant les déclarations qui dénoncent les éternelles « menées subversives ». Où est la subversion ? Quand un syndicat de la police s'inquiète du rôle qu'entend faire jouer à ses adhérents, ou quand un ministre de l'Intérieur prône officiellement l'illégalité de l'intervention policière dans les Universités, lesquelles, comme chacun sait, sont un repaire de truands et les lieux de culte, qui abritent autour de redoutables grévistes de la faim. Quand les appelés, voire des officiers et des sous-officiers d'active, exigent que l'armée ne constitue plus un corps étranger à la société, hors du droit commun, ou lorsque la hiérarchie militaire et le pouvoir couvrent un système et des méthodes fondés sur la violation permanente des droits les plus élémentaires ?

Les contradictions entre les discours et les faits illustrent les limites étroites dans lesquelles Giscard peut manœuvrer lorsqu'il entend corriger les archaïsmes de la société française : le propos n'est pas d'atténuer le caractère répressif de l'appareil d'Etat, il est de le rendre plus acceptable. Deux mi-

nistres qui n'avaient décidé-ment pas saisi ces subtilités ont été remerciés. Mais ce n'est pas parce que le gouvernement s'est enrichi d'un nouvel héritier des gloires impériales que les postiers se feront mieux entendre. Encore moins parce que l'existence d'un « malaise » dans l'armée est officiellement reconnue qu'il faut se faire des illusions sur le traitement qu'on entend lui administrer.

Derrière la concession aux gaullistes que représente le choix d'un conservateur qui s'illustra jadis par son goût prononcé pour la censure, et de l'un des plus beaux fleurons de l'armée française, il ne faut certainement pas voir l'immobilisme. Bigeard a quelques idées en matière de guerre psychologique. Redonner confiance à l'encadrement, instituer un nouveau type de rapports entre celui-ci et la base, telles sont ses aptitudes, héritées de l'esprit « para », que l'on souhaite exploiter. Et c'est bien dans l'esprit du pouvoir : au mépris du grand bourgeois qui entend faire peuple en s'invitant à sa table, côté faubourg, répondra, côté caserne, la poignée de main virile qui use de la fraternité comme moyen de commandement.

Bien sûr, c'est plus facile à réaliser dans le bled que rue Saint Dominique. Mais l'anti-conformisme du baroudeur est au moins aussi dangereux que la raideur grotesque des vieilles ganaches, parce qu'il peut amorcer une beaucoup plus forte pression sur les consciences. C'est pourquoi la bataille pour l'auto-organisation, aussi bien des appelés que des personnels de carrière, en liaison avec les organisations ouvrières, devient déterminante.

La réflexion au fond sur les problèmes d'armée et de police l'est aussi. Selon le chroniqueur du Monde, il n'y a que les gauchistes pour voir dans l'armée le rempart des « intérêts du pouvoir établi et de la classe dirigeante ». On en a, parfois, un peu l'impression et c'est bien inquiétant : faire une analyse de classe du système militaire, s'interroger sur le rôle de l'appareil répressif d'Etat en période révolutionnaire, est-ce du gauchisme ? Nous aurons, à travers la discussion sur le programme de transition, à faire en sorte que ces questions ne soient pas l'apanage d'une petite minorité.

Michel MOUSEL ■

La coalition au pouvoir a donc choisi Bigeard pour symboliser son projet de réforme de la « condition militaire », Bigeard, le responsable de la « bataille » d'Alger, des massacres et des tortures l'inventeur du « style para » : discipline brutale mais décontractée au service de la mort...

Il ne faut pas faire de romantisme. Le général Bigeard, c'est simplement un militaire des guerres coloniales qui a été plus loin que les autres dans le franc-parler : il affirme par expérience que la guerre n'a pas de limites et ne connaît pas de lois morales, que l'esprit de corps et la science du combat peuvent faire de n'importe quel soldat bien tenu en main une machine à tuer très efficace et sans remords. Tout cela, mis à part l'hypocrisie de l'idéologie bourgeoise, est une chose bien connue. Bigeard est un bon militaire professionnel.

Une tête brûlée

Mais Bigeard est l'ennemi de toute la gauche parce qu'il représente la guerre contre un mouvement populaire. Pour lui, d'ailleurs, l'Algérie c'était la France, et le FLN la subversion. C'est donc ce général, aujourd'hui ministre, qui représente le mieux le projet de la bourgeoisie au pouvoir de transformer l'armée française en un instrument fasciste de guerre civile.

Pourtant, le but n'est pas de lancer l'armée française dans la guerre civile. Dans leur immense majorité, les officiers n'en voudraient pas. Même Bigeard a eu quelques mots délicats sur ce sujet. La loi prévoit bien — au cas où la police, les CRS et la gendarmerie ne suffiraient pas à réprimer des troubles — que l'armée, en troisième ligne, sur réquisition du ministre de l'Intérieur, fasse feu contre les « factieux » et l'« ennemi intérieur ». Mais « on n'imagine pas cela » pour l'instant.

Le but, c'est de restaurer la discipline du contingent et des petits gradés, en inventant un nouveau rapport entre le corps des officiers et la troupe. Ce rapport doit être la négation du contrôle populaire sur l'armée : un contrôle militaire sur le peuple, c'est-à-dire une forme de fascisme. Pour comprendre le choix de Bigeard, il faut énumérer certaines réformes en cours qui permettent cette militarisation si on n'y oppose pas d'urgence une tactique efficace dans le cadre de la stratégie d'unité populaire. En mettant en avant une tête brûlée, le gouvernement prépare en même temps un système beaucoup plus complexe et beaucoup plus dangereux de contrôle militaire sur la société, que bien des militaires eux mêmes n'aperçoivent pas clairement.

Nous prendrons simplement deux exemples pour montrer de quoi il s'agit. On assiste d'une part à un train de réforme des carrières militaires ; à la multiplication d'autre part des circonscriptions régionales dans lesquelles des militaires prennent des responsabilités directes dans l'encadrement de la société.



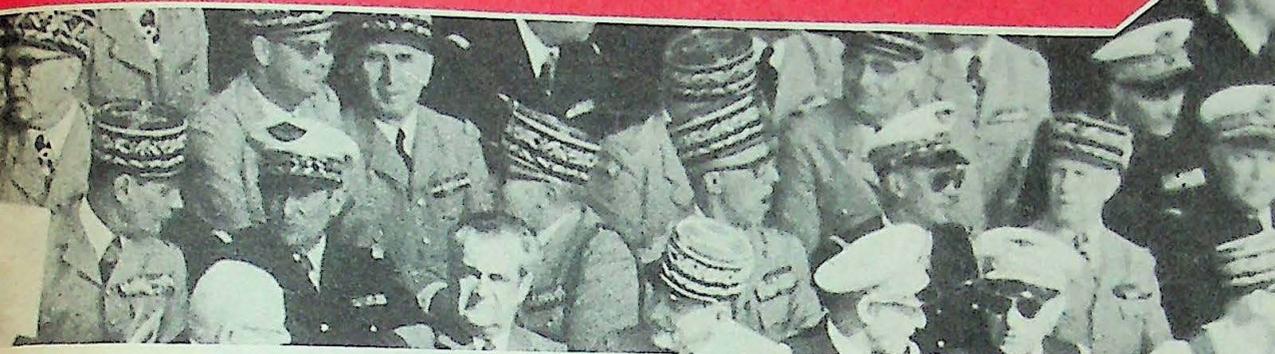
Le mécontentement qui règne dans l'armée tient à des problèmes concrets de rémunération, de carrière, d'indemnités et de statut, comme chez les « cadres » en général. Mais, pour les militaires, ces problèmes peuvent être résolus par une décision budgétaire et malgré la crise de l'emploi. Ce qui fera des militaires des privilégiés.

La réforme des carrières

Les décrets d'application de la loi sur le statut général des militaires du 13 juillet 1972 — et notamment les statuts des officiers de carrière et des sous-officiers de carrière — améliorent et accélèrent le rythme des carrières. Ces textes seront prêts à la fin du mois de mars. Avec les décrets sur les engagés par contrat déjà publiés, on veut attirer dans l'armée le plus grand nombre possible de jeunes dès leur entrée sur le marché du travail, en profitant du chômage ; on compte attacher à l'institution progressivement et définitivement, les éléments les plus « valables, par des liens financiers, le statut des retraites pour les carrières courtes, par la promotion professionnelle et des gratifications de statut pour les moins qualifiés. En s'appuyant sur la structure de consultation autoritaire du Conseil National de la condition militaire considérée en général comme inefficace par les militaires, on compte rénover complètement l'armée. On peut donc s'attendre à un dégage-ment des cadres les plus marqués par les guerres coloniales ; l'avènement de Bigeard est seulement une garantie qu'ils seront renvoyés progressivement avec les « honneurs de la guerre ».

Dans le cadre des sous-officiers de l'armée de terre, par exemple, il y a une crise de recrutement (11 000 engagés en 1969, 6 440 seulement en 1973). Cette crise s'est aggravée avec la suppression de 2 000 postes de sous-officiers décidée au cours de l'année budgétaire 1974 par le gouvernement : 2 000 jeunes engagés de 3 ans n'ont pas été promus dans le temps prévu. Certains sont même arrivés en fin de contrat sans être nommés sergents et répandent partout le bruit que l'armée ne tient pas ses promesses. Cette mesure d'urgence a eu pour résultat de

A quoi sert l'armée de Bigeard ?



maintenir en place un certain nombre de cadres archaïques, au moment où la discipline du contingent s'affaiblissait et où l'encadrement par de jeunes sous-officiers mécontents n'aurait pas donné suffisamment de garanties.

a) Le décret du 20 décembre 1973 prévoit une très large gamme d'engagements (de 13 mois à 10 ans). Pour les moins de 18 ans, le premier contrat doit être de 3 ans ; mais à ceux qui partent avec leur classe, on offre une possibilité d'engagement

et 7 régiments de cavalerie légère blindée, c'est-à-dire *un par région militaire*. En outre, il existe les deux brigades de chasseurs alpins et la 9^e brigade de Bretagne.

Le prétexte — ou la raison — de ce déploiement, c'est toujours la défense du dispositif de la force nucléaire stratégique. Mais le nombre de « points sensibles prioritaires » (PSP) qu'on rattache à la Force Nucléaire Stratégique se multiplie d'une façon extraordinaire depuis deux ans, au fur et à mesure qu'est mis en place le système de commandement de la FNS qui implique une multiplication des transmissions. Les installations et les relais à « surveiller » se répandent partout. Or l'armée s'entraîne à leur défense, et cette défense peut très logiquement prendre la forme d'opérations locales de maintien de l'ordre.

« Nous sommes capables de défendre nos installations », déclarait récemment le général de Boissieu, chef d'Etat-Major de l'armée de terre. « Il y a un règlement que chacun connaît maintenant depuis la guerre d'Algérie, au cours de laquelle un certain nombre d'unités se sont trouvées dans l'obligation d'assumer des missions de défense des points sensibles... Toutes les unités sont entraînées pour effectuer ce genre de missions. Il s'agit de sauvegarder ce qui est menacé ou ce qui pourrait l'être ».

Ce règlement s'applique en dehors du cas de réquisition solennelle du ministre de l'Intérieur et fait partie des attributions permanentes de la DOT. Mais les unités de DOT n'atteignent les rs effectifs qu'en cas de mobilisation. Au moment d'une crise, c'est aux forces du corps de bataille de prendre en charge éventuellement la DOT pendant que la mobilisation se fait. « Il peut être... envisagé que nous ayons des difficultés provoquées par l'adversaire à l'intérieur du territoire avant d'en avoir aux frontières », signale encore le général de Boissieu. Il faut donc que certaines des forces du corps de bataille puissent éventuellement participer à la couverture générale, donc à la DOT ». Il s'ensuit, qu'elle le veuille ou non, que l'ensemble de l'armée de terre s'entraîne à des tâches de maintien de l'ordre, ou tend à s'y entraîner.

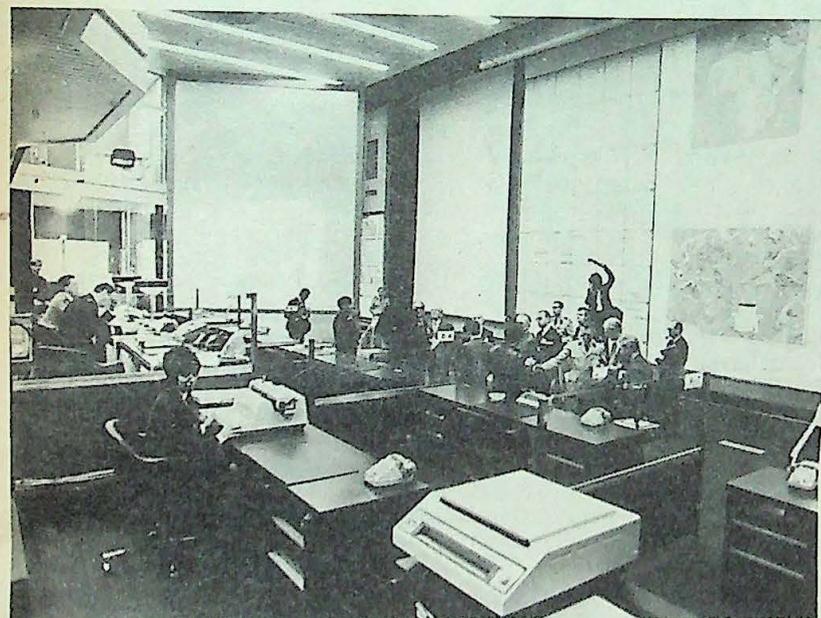
LES ORTSEM (Service d'Etat-Major) sont des officiers de réserve (lieutenants et capitaines) *volontaires*, mais *choisis* en outre, par les régions militaires, qui suivent une formation d'Etat-Major de deux années de cours suivis d'un stage de trois semaines. Ils sont organisés dans 160 centres d'instruction dans les régions. Il s'agit d'une « organisation véritablement auxiliaire du commandement possédant une structure calquée sur l'organisation militaire territoriale » (Revue de Défense Nationale, août-septembre 1974, p. 159). L'association des ORTSEM est présidée par un polytechnicien, PDG de plusieurs sociétés de financement de travaux publics. Son vice-président est en même temps président de l'Union Nationale des Officiers de Réserve. C'est une articulation directe armée-bourgeoise locale.

Armée et production

Le service de surveillance industrielle de l'armement (SIAR) est issu d'une autre tâche militaire : non pas la sauvegarde de la FNS mais la surveillance de la qualité de la production d'armes confiée au secteur civil (50 % au secteur privé, 30 % au secteur nationalisé contre 20 % dans les arsenaux militaires). Il est aujourd'hui lui aussi — fait remarquable — basé sur *six circonscriptions* d'action régionale (Paris, Lille, Nantes, Toulouse, Marseille, Nancy). Dans chaque région, il existe en outre des circonscriptions locales et des « circonscriptions » par branche de production. Pourquoi cette régionalisation ? Parce que, allant au delà du contrôle de la qualité, ce service a maintenant un rôle qui déborde le cadre militaire : il doit informer de manière permanente les armées sur les *capacités des industriels privés*, et même dans les industries qui ne travaillent pas pour la défense. Il doit promouvoir dans les industries sous contrat l'organisation des services de contrôle propres aux entreprises, et s'ingérer par conséquent dans l'organisation de la production, la discipline industrielle etc, pour délivrer éventuellement une « habilitation » à l'industrie visée. Il peut éventuellement peser sur les entreprises de telle ou telle région. C'est une articulation directe et locale de l'armée avec le patronat.

La mise au point d'un encadrement discipliné issu de la société industrielle en crise (chômage) et non des anciens des guerres coloniales, la surveillance et le maintien de l'ordre un peu partout au titre de la DOT, l'articulation directe avec le patronat, sont trois dimensions d'une véritable fascisation de l'appareil militaire. Une fascisation moderne, que l'avènement du personnage de Bigeard sert en partie à masquer. Cette évolution — qui n'est pas irréversible — est à surveiller et à combattre pour éviter que nous nous réveillions un jour avec une armée devenue, peut-être même à son corps défendant, un instrument de pouvoir typiquement fasciste.

Alain JOXE ■



Draguignan, Karlsruhe : le phénomène du « ras-le-bol » est presque toujours déclenché par un incident provoqué par ces anciens, désadaptés. Les mesures qui visent à remédier à cette crise sont déjà en route depuis le début de 1974 et vont commencer à produire leurs conséquences.

de 18 mois, c'est-à-dire seulement 6 mois de plus que la durée légale, avec l'option d'un lieu proche de leur domicile. Avec le chômage, cette possibilité peu compromettante tentera plus d'un jeune travailleur. Une fois « accroché », d'autres contrats lui seront offerts.

b) Pour tenir éventuellement un certain nombre d'engagés inaptes à devenir sous-officiers, mais nécessaires à l'encadrement militaire, l'armée de Terre crée un « corps des caporaux chefs » bénéficiant en fin de carrière d'avantages comparables à ceux des sous-officiers.

Le quadrillage régional : la DOT

C'est maintenant bien connu : en mettant en avant les tâches de DOT (défense opérationnelle du territoire), l'armée se donne une infrastructure de contrôle du territoire national qui devient de plus en plus précise et générale. Cette organisation s'appuiera, en fin de programme (1980), sur 27 régiments d'infanterie



Au 43^e



de Lille :

déjà la gale,
bientôt
les rats ?

« Caesar caepit Galliam in summan diligentiam » : César attrapa la gale au sommet d'une diligence, traduisait Marcel Pagnol de manière peu orthodoxe. Aujourd'hui, c'est à la citadelle de Lille qu'on peut attraper la gale sans le faire exprès.

Depuis quelques semaines en effet, l'épidémie se développe rapidement parmi les soldats du 43^e Régiment d'Infanterie, sans que les autorités ou le commandement s'en émeuvent outre mesure. Pour eux, il s'agit d'un mal inhérent à la vie collective (!). Officiellement, on ne connaît d'ailleurs que « l'infection n° 135 », et l'on parle bien haut d'urticaire, même si tous les milieux médicaux savent bien ce que ce code signifie : gale !

L'épidémie, — car c'en est une — a pris naissance au mess des officiers et s'est répandue à cause de la saleté des couchages au poste de police et dans plusieurs casernements. C'est dans la prison de la citadelle que les règles élémentaires d'hygiène sont le plus ignorées : alors que le sol est nettoyé quotidiennement à grande eau par les prisonniers, matelas et traversins sont noirs de crasse et remplis de vermine.

Donc gale = R.A.S. ; et pourtant (on n'est pas à une contradiction près) une note de l'infirmerie affichée en plusieurs endroits indique qu'en cas de gale « la literie du malade doit obligatoirement être lavée dans de l'eau à ébullition ; les draps doivent en plus être repassés au fer chaud ; le militaire devra veiller à l'exécution de cette opération aussi bien en ce qui concerne son lit à la caserne que celui de son domicile civil : il en va de la protection de son entourage. Les vêtements du malade devront subir le même traitement : les gants et les sous-vêtements seront détruits. (Incinération) » (sic !).

Faut-il rire ou faut-il s'indigner de la manière dont l'autorité décharge sa responsabilité sur les appelés ? On voit mal, en tout cas, comment et où le bidasse pourrait faire bouillir son matelas, ses draps et ses couvertures.

Les pensionnaires du 43^e sont donc condamnés à attraper la gale, en attendant d'attraper autre chose car une note express, récemment signée par le Commandant-Major, déclare : « Des rats ont été décelés dans un bâtiment. Faire connaître rapidement si des rongeurs ont été aperçus dans d'autres locaux. »

Un Pierrot du 43^e ■



Les dernières nominations — Bourges, Bigeard — sont-elles susceptibles

de rendre caduques certaines revendications mises en avant par les soldats, et d'étouffer le débat en cours portant sur le type d'organisation du mouvement ? Le penser serait sous-estimer l'importance de la contestation aujourd'hui à l'intérieur des casernes, le courant de sympathie et le soutien politique qui se développe en dehors des casernes pour les luttes des soldats.

La justesse des revendications exprimées dans les manifestations (et qui ont été mises en avant dans les procès de Fournel, Pelletier, Ravet et Taurus) s'impose. Bigeard lui-même n'hésite pas à parler de malaise dans l'armée. L'heure n'est plus où Soufflet pouvait dire : « J'ai rencontré des capitaines heureux ».



Les conditions générales de la lutte ont changé. Mais les enjeux sont les mêmes... et les réalités de la vie et du combat dans les casernes font que, aujourd'hui encore, il n'existe aucune possibilité pour les soldats d'exister collectivement en dehors de l'unité d'action la plus large. C'est pourquoi les militants des organisations de jeunesse, des syndicats, des groupes politiques de gauche ou d'extrême-gauche, mais aussi ceux qui veulent résister à la dépersonnalisation et l'embrigadement, n'ont le choix qu'entre deux comportements : intervenir sur une plate-forme commune correspondant au vécu quotidien de tous les appelés et engagés, ou rester seuls et se taire. C'est l'expérience de tous les comités de soldats. Dans une institution close, autoritaire, hiérarchisée, féodale, l'exercice « sauvage » du droit d'association est une lutte acharnée de tous les instants ; c'est le seul biais par lequel le soldat peut exister en tant que citoyen, c'est-à-dire ni esclave, ni assisté.

A ce stade de développement des comités — qui correspond pour les soldats au besoin tout simple de se réunir pour discuter et agir — il faut poser le problème de la permanence du mouvement et de sa mémoire, d'une organisation qui prenne en charge les problèmes des soldats et

Pour un syndicat dans les casernes

les revendications qu'ils ont élaborés eux-mêmes.

Et pourtant, aujourd'hui, les groupes politiques qui se sont fortement mobilisés ne semblent pas en percevoir la nécessité. Peut-on, comme le font les CDA, se contenter d'affirmer la nécessité de l'existence des comités de soldats, sans voir qu'à cause de leur existence clandestine, leur expression publi-

que, en l'absence d'organisme national, peut être déformée ou récupérée.

Peut-on, comme le font les CAM, rappeler que les syndicats sont de toute façon réformistes, et donc que la lutte pour les libertés démocratiques risque d'engluier les soldats dans une stratégie réformatrice à laquelle la bourgeoisie serait susceptible de souscrire. C'est aller vite en besogne et faire l'impasse sur les réalités des luttes. Comme si les luttes de la CGT et de la CFDT pour le libre exercice du droit syndical chez Citroën étaient contradictoires avec la stratégie de contrôle ouvrier ! C'est oublier que c'est par des luttes longues et sanglantes face à la police et à l'armée que le mouvement ouvrier a imposé au patronat et à l'État sa propre organisation, le syndicat. Et enfin, c'est faire une analyse fautive de penser qu'aujourd'hui la bourgeoisie pourrait endiguer la contestation et récupérer le mouvement des soldats par la mise en place d'un syndicat. Encore faut-il s'entendre sur les mots ; pour nous la CFT n'est pas un syndicat, mais une milice fasciste.

En fait les choix de la bourgeoisie se situent ailleurs : une politique répressive massive et en même temps sélective (policière), articulée avec une participation qu'elle a

— ici — les moyens d'imposer : la discipline, la hiérarchie et une certaine conception du volontariat.

Aujourd'hui tout projet politique qui ne prendrait pas en charge la nécessité de l'organisation autonome des soldats par rapport à l'institution militaire ne peut qu'être utilisé par le pouvoir. En ce sens, le projet de Charles Hernu est dangereux, et doit être combattu fermement. Par ailleurs, dans « le statut démocratique du soldat », le PC — qui propose la création de clubs du soldat — n'est pas très clair sur le problème de la participation. Par contre, il comporte un aspect positif : la possibilité d'élection de délégués. Aujourd'hui, et peut-être encore pour longtemps, la « démocratie » militaire fonctionnera par cooptation ou mieux (neutralité suprême) par tirage au sort.

La LCR, elle, vient sans doute brusquement de s'en souvenir puisque aujourd'hui (voir Rouge de la semaine dernière) elle se rallie à la proposition d'un syndicat de classe. Encore faut-il s'entendre sur le terme : si l'on traduit par là une hostilité à toute politique de collaboration avec la hiérarchie, et au corporatisme, cela va de soi. Mais s'il s'agit de regrouper les seules forces révolutionnaires à l'exclusion de tous réformistes, c'est mal analyser le rapport de force à l'heure actuelle, et développer un sectarisme rendant impossible tout recrutement de masse. C'est, à terme, se priver d'un des moyens de contrôle populaire et du contrôle ouvrier sur l'armée. C'est pourquoi le syndicat de masse doit être ouvert à tous ceux, appelés ou engagés, qui se battent pour l'amélioration des conditions de vie et le respect des libertés dans les casernes.

Le problème demeure entier quant aux relations de cette organisation avec les centrales ouvrières et les mouvements de jeunes. Et nous le disons bien clairement : il devra exister des relations organiques entre le syndicat de soldats et ces organisations : c'est la garantie d'une liaison effective entre l'intérieur et l'extérieur de l'armée, de la prise en charge par l'ensemble des travailleurs des luttes contre l'armée.

La bataille politique que nous menons pour le syndicat de soldats, comme notre appui aux comités, s'inscrit dans une stratégie globale sur l'armée. Prêcher inlassablement la nécessité de la destruction de l'État et de ses appareils est insuffisant si l'on ne se donne pas aujourd'hui les moyens pour que les travailleurs disposent d'un outil pour imposer leur pouvoir, casser cette armée, au lieu d'être écrasés par elle comme ils viennent de l'être une fois de plus dans l'histoire au Chili.

A la conférence nationale d'IDS, les 1 et 2 mars, le PSU interviendra dans ce sens, et nous attendons que sortent de ces assises une plate-forme et des propositions permettant d'envisager les échéances pour la construction de l'organisation.

Georges YVERRES ■



une réponse à l'article de F. Turquan (TS n° 643)

d'hier à aujourd'hui... la Chine

◆ Morceau de bravoure que celui de F. Turquan dans le dernier numéro de TS (« Hier la Chine »). En peu de lignes il passe en revue l'histoire de la Chine contemporaine et réduit les cinquante ans de lutte d'un peuple à l'ambition personnelle d'une poignée de bureaucrates. Pour l'auteur, plus de problèmes, plus de questions ; le « dossier Chine » est clos. Diagnostic : bureaucratie stalinienne. Cet article est de fait une collection d'affirmations et de jugements à priori où — sous couvert d'une approche juridique et pseudo-historique — il dit ce que tout bourgeois dit de tout régime « socialiste » : manque de démocratie, pas de pluralisme politique, soumission totale au Parti communiste, manipulation des masses, répression.

Y-a-t-il dans l'article suffisamment d'éléments pour entamer une polémique utile ? Un débat sur la Chine doit-il se réduire à des déclarations anti-chinoises et à des réponses pro-chinoises ? Nous ne le croyons pas. Au moment où le PSU entame un débat sur les questions internationales pour préparer son prochain Conseil national, l'article de F. Turquan n'est qu'un bon exemple de ce qu'il ne faut pas faire. Le sectarisme et le débat purement idéologique ne correspondent ni aux besoins de la période que nous vivons en France, ni à l'esprit du dernier congrès du PSU. De plus, le processus chinois nous semble un sujet trop sérieux pour être abordé en quelques mots. Néanmoins cet article exige, au-delà même du fond du problème, une réponse de notre part. Sur la démarche suivie et sur l'utilisation à faire des faits historiques.

Lecture d'une constitution

L'ironie de Turquan sur la surprise que peut éprouver la classe ouvrière en apprenant aujourd'hui que la Chine n'est plus une démocratie populaire mais une dictature du prolétariat est mal venue. L'examen, même rapide, de quelques documents montre bien que les références à la « dictature du prolétariat » sont de longue date, que les débats sur la nouvelle constitution — sans préjuger qu'ils aient été effectivement menés à la base — ne datent pas d'hier.

La constitution actuelle ne fait que sanctionner sur le plan juridique une longue lutte de classe, dans et hors le parti, et une modification de l'alliance de ces classes. Alliance entre ouvriers et paysans, bourgeoisie nationale et petite bourgeoisie des villes et des campagnes, qui se transforme au fur et à mesure que les bases pour une économie socialiste sont jetées. La collectivisation agraire (1949-1956), l'apparition de communes populaires (1958) qui conduit à une prolétarianisation de masses paysannes, la disparition du dernier reste de bourgeoisie natio-

nale en tant que classe exploiteuse, du fait qu'elle a cessé de recevoir en 1966 les 5% d'intérêt sur son capital, les changements dans la structure et la hiérarchie des revenus, l'apparition des comités révolutionnaires dans les entreprises et la refonte de la gestion des entreprises (dont les bases étaient données dès 1960, dans la Charte d'Anshan) et qui se concrétisent avec la révolution culturelle, sont quelques éléments qui aident à lire les nouveaux textes constitutionnels.

C'est aussi dans la logique de « la révolution ininterrompue par étapes » — que nous soyons d'accord ou pas avec elle — qu'il faut saisir la portée de l'étape actuelle, qu'il faut comprendre la constitution pour dépasser l'impression de « pittoresque » ressentie par Turquan. Effectivement la transition au socialisme n'est pas un processus linéaire ; ni limpide. On peut penser que le passage dès 1958 à une économie socialiste en Chine est à la fois une étape plus « orthodoxe » mais aussi plus originale. Plus orthodoxe, car le caractère prolétarien du mouvement paysan ne vient pas seulement de la présence idéologique des cadres ouvriers du PCC dans les campagnes, mais de la prolétarianisation objective des masses paysannes. Plus originale, car avec les communes populaires notamment, il y a un essai pour résoudre les contradictions ville-campagne et production-administration.

Contrairement à l'affirmation de Turquan, la révolution chinoise naît dans les villes, s'étend aux campagnes et retourne aux villes quand le rapport de forces le permet. Voilà une vérité historique. Pour F. Turquan, la révolution prolétarienne a été « étouffée dans l'œuf », à Canton, en 1927. En fait, même si l'on retenait la thèse de « l'étouffe-

ment », Canton n'est que le dernier bastion, la dernière tentative d'application de la ligne tracée par l'Internationale Communiste, et elle est bien postérieure à la vraie défaite, qui se situe entre avril et juillet 1927, à Shanghai et à Wuhan notamment. Or, cette défaite n'a pas réduit le mouvement ouvrier à néant. Entre 1925 et 1927, les ouvriers avaient pris une part vigoureuse à la lutte et ils étaient essentiellement dirigés par le PCC. Cette combativité et le renforcement du parti ont marqué toute la période suivante. Ce sont les cadres ouvriers nés au cours de ces luttes qui sont partis pour les campagnes avant la chute de Can-



nées par exemples les associations révolutionnaires de Peng Pai.

A propos de la Révolution Culturelle

Turquan ramène la Révolution Culturelle à un combat d'appareil entre trois organisations, le Parti, les Gardes Rouges et l'Armée, dans lequel Mao manœuvre pour « préserver les principes d'organisation de la société bureaucratique chinoise et empêcher la Révolution culturelle de devenir une révolution tout court ». (1) C'est une définition étonnante pour un mouvement aussi complexe qui a lancé partout le principe : « être à l'écoute des masses », qui a désorganisé le pays pendant plusieurs années et qui a d'ailleurs été lancé dans le parti, par le parti contre une ligne au sein du parti et par Mao lui-même. Turquan appuie son analyse sur des inexactitudes terminologiques : la « triple



alliance » (traduction plus fidèle : « triple union ») ce n'est pas comme il le dit l'union des « cadres réhabilités, de l'armée et des rebelles révolutionnaires ». Il n'y avait pas encore de « cadres réhabilités » en 1967. C'est l'union des représentants de l'Armée populaire de libération, des cadres et techniciens ayant fait leurs preuves et des masses.

Disons, en résumé, qu'il faut avoir une singulière conception policière de l'histoire pour ne voir dans la Révolution culturelle qu'une extraordinaire opération destinée à servir une lutte de clique

au sein de la fraction dirigeante, où les masses n'ont servi que de masse de manœuvre ; en fait la seule thèse sérieuse est d'admettre que les thèmes mis en avant pendant cette période correspondaient à des problèmes politiques et sociaux réels.

Quant à la question de la réhabilitation des cadres, elle nous paraît d'un intérêt tout relatif ; si l'on s'y intéresse néanmoins, il serait bon de chercher à préciser la ligne politique qu'ils représentent et les options économiques qu'ils sont susceptibles de défendre...

Soulevons, en conclusion, quelques questions que Turquan esquive avec son système d'affirmation-réponse. La réflexion sur l'expérience chinoise ne peut pas se mener sans une réflexion parallèle sur les différents problèmes que soulève la transition au socialisme.

Pour nous, qui cherchons l'instauration du socialisme autogestionnaire, du socialisme non autoritaire, il est indispensable de s'interroger sur le bureaucratisme des régimes socialistes avec la plus grande acuité d'esprit. L'apport de la théorie maoïste — fonction d'une pratique — sur le rapport parti-masses, et sur la conception du parti comme l'avant-garde de masses, est à prendre en compte. Cet apport a permis de dépasser la démarche traditionnelle sur le rapport « base » et « sommet » du parti. En URSS, dès l'époque de Lénine, la lutte contre le bureaucratisme a été engagée, mais toujours en termes de rapports dirigeants-base, sans qu'elle ait empêché l'évolution ultérieure.

Sur ce point l'apport essentiel, pour nous, de la problématique chinoise — au-delà des événements même — c'est l'affirmation de la continuation de la lutte de classe après la prise du pouvoir ; celle-ci se poursuit après la révolution et ne se réduit pas à la lutte entre le prolétariat et les résidus de l'ordre ancien. En effet, toute révolution est avant tout une révolution au niveau politique (démantèlement de l'appareil d'Etat bourgeois) puis au niveau juridique (remplacement de la propriété privée des moyens de production et d'échange par des formes nouvelles de propriété collective) mais elle ne révolutionne pas les rapports de production. Il est donc essentiel de distinguer forme de la propriété des moyens de production d'une part et contrôle des moyens de production et utilisation du surproduit d'autre part.

Si le changement de pouvoir politique permet une gestion plus centralisée de l'économie et du surproduit, et par là-même une certaine modification au niveau des rapports de production, il les laisse intacts pour l'essentiel : maintien du salariat, de la séparation entre conception et exécution de la division entre travail manuel et intellectuel, etc... Il y a donc pour l'essentiel repro-



le pillage organisé

celles-ci auraient eu, normalement, la majorité aux dernières présidentielles, si des fraudes éhontées n'avaient pas été organisées par l'administration : vote massif d'indiens analphabètes, votes des légionnaires, gardes mobiles, fonctionnaires non guyanais, votes comptabilisés à Cayenne.

La lutte pour la décolonisation

Malgré les fraudes, le courant anti-colonialiste a pu obtenir un beau score : Giscard n'a eu que 600 voix de plus que Mitterrand.

L'affrontement politique se situe entre le Parti socialiste guyanais, qui défend le principe de l'auto-détermination, avec Leopold Heder, sénateur-maire de Cayenne comme animateur, et le « Mouvement pour le progrès de la Guyane », créé de toutes pièces par M. Stirn pour rassembler la « majorité ». Il est dirigé par le Dr Ho-a-Chuck qui aurait obtenu une subvention de 200 millions d'anciens francs pour la construction d'une clinique en récompense de ses loyaux services à la cause du colonialisme.

Le mouvement guyanais de décolonisation est une force extra-parlementaire, avec des sections de jeunes très actives. Il a soutenu vigoureusement la campagne contre la répression et pour la libération des sept « déportés politiques » qui viennent d'être autorisés par le pouvoir à rentrer chez eux, par petits paquets, mais qui, là-bas, seront comme assignés à résidence et fortement surveillés...

En attendant que la marmite saute !

A. LAUDOUEZ ■

duction des rapports de production capitaliste, ce qui signifie aussi reproduction des classes que ces rapports unissent. Ainsi le maintien de certains aspects des rapports capitalistes, produit une tendance permanente à la restauration du capitalisme.

Ce que nous avons appris, notamment au travers des thèmes mis en avant par la révolution culturelle, c'est qu'il pouvait exister une voie différente de celle de l'Union Soviétique pour lutter contre cette tendance :

— agir consciemment sur les rapports de production par le moyen d'une révolution dans la superstructure idéologique ;

— affirmer la primauté du politique sur l'ordre productif (la politique mise au poste de commande, la prééminence du « rouge » sur l'expert).

Que l'on aborde de manière critique la question de la réalisation effective en Chine de ces différents points est assurément un « devoir et un droit » de tout militant politique. Et même d'une manière impérieuse. Mais que l'on érige en modèle une expérience bien datée, celle de 1917, et que l'on juge des autres expériences seulement par rapport à ce modèle, voilà ce qui nous est interdit en tant que militants marxistes. La révolution chinoise nous a convaincu au moins d'une chose : l'histoire ne se répète pas. Il n'y a pas une seule voie pour renverser la bourgeoisie, ni une seule voie pour la construction du socialisme.

François DESMOULINS,
Cécilia JOXE ■

(1) L'utilisation par l'auteur de la citation bien connue « 95% des cadres sont bons ou presque bons » (Mao) pour appuyer son interprétation de la révolution culturelle est inadéquate. Cette phrase est inscrite dans la déclaration en 16 points du comité central du PCC en août 1966, déclaration qui lance la phase spectaculaire de la révolution culturelle ; elle ne pouvait donc pas être utilisée pour freiner le mouvement de gardes rouges...

Mal informé !

Nous sommes surpris qu'un militant puisse être si mal informé (1) au point d'affirmer dans le T.S. n° 643 que la classe ouvrière chinoise ait été « surprise » par la proclamation de l'Etat socialiste de dictature du prolétariat.

Lors du séjour que nous avons effectué en septembre 1974 en Chine populaire, les travailleurs chinois (ouvriers et paysans) nous ont dressé dès cette époque un bilan de leurs luttes qui aboutissent déjà aux conclusions concrètes par la nouvelle constitution.

C. SYLVESTRE, J.M. CHOPIN, M. FOISSAC, G. AUZOUX, J. LABROSSE.

(1) Nous lui recommandons « La Chine, une autre qualité de vie » de W. Burchett.

91 000 kilomètres carrés, à 9 000 kms de la France. Un climat humide, une population (chiffres 1974) de 60 000 habitants. Un pays non développé, non industrialisé, et où le secteur tertiaire est prédominant, (60 % de la main-d'œuvre). 350 ans de présence française, 351 kms de chemin de fer.

Dans ce pays, les richesses potentielles sont considérables : forêts, poissons, or, bauxite, cuivre, possibilité d'élevage de bétail dans les immenses savanes... Mais 45 % de la population active est en chômage. En dix ans on a pu constater une diminution de 46 % des surfaces cultivées et la production agricole a décliné d'environ 60 %.

Scandales, fraudes et « compagnies »

Les transferts Guyane-France sont éloquentes. Tout l'argent provenant de France y retourne dans une proportion d'environ 95 %. En 10 ans, 5,09 % est resté en Guyane ! C'est ce qu'on appelle, selon le gouvernement, « une Guyane qui coûte cher à la France » !

M. Stirn court ici et là, de Wallis en Futuna et de Nouméa en Cayenne, en bon envoyé spécial des valeurs métropolitaines. Il manie ici la carotte, là le bâton, en général les deux, sous forme de promesses mirifiques et de répression avec le lot habituel de CRS, mois de prison, grenades lacrymogènes etc. M. Stirn s' imagine sans doute endormir les Guyanais avec quelques milliards de francs de plus.

Il oublie les nombreux scandales financiers qui, dans le passé, ont suscité l'ire de la Cour des comptes (par exemple, 696 millions pour faire venir, via un organisme, le BIPIG, des gens en provenance d'Europe centrale pour repeupler la Guyane). Pour une dizaine d'années, la Cour des comptes avait repéré 11 milliards de francs dépensés en pure perte sous divers prétextes... mais aussi avec des bénéficiaires sûrs, promoteurs ou autres !

Mais le peuple guyanais s'organise pour rejeter le colonialisme et son exploitation. Les récents emprisonnements de militants guyanais n'ont fait que renforcer la détermination de l'ensemble des forces de gauche de ce « département d'outre mer » :

conforme au contrat passé entre les deux gouvernements ».

★ Le Shah a l'assaut du Dhofar

Le Shah d'Iran a promis de faire de son pays le nouveau « gendarme » du Moyen-Orient, puisque les Etats-Unis répugnent à intervenir autrement que par CIA interposée. C'est ainsi qu'il a engagé ouvertement son armée dans la lutte contre la guérilla menée par le Front populaire pour la libération d'Oman (FPLO), dans le Dhofar. Le Front a reconnu récemment à Aden que la situation des maquis était critique, et les journaux de Téhéran se vantent sans vergogne « qu'une guerre de guérilla, qui durait depuis plus de dix ans, ait été gagnée en soixante-dix jours ». Le sultan Qabous, avec les 500 militaires prêtés par la Grande-Bretagne, n'en était pas venu à bout. Avec le renfort des 3 000 parachutistes iraniens envoyés récemment au Dhofar par le Shah, il a pu faire dégager l'axe routier Salalah-Mascate, la « ligne rouge ». Le terrain avait été préparé par le pilonnage systématique effectué en novembre par des

avions britanniques de la RAF basés à Salalah. Bravo et merci, camarade Wilson ! (Comité de soutien à la révolution en Oman : CSRO, BP 20, 75661 Paris Cedex 14). ■

★ Justice a l'Italienne

Depuis plus de cinq ans — l'attentat de la Piazza Fontana à Milan — la justice italienne accumule les dossiers, multiplie les arrestations. Plus de 125 inculpations ont été prononcées pour des tentatives de coup d'Etat, attentats, reconstitution de mouvements d'extrême-droite interdits. Pourtant, les procès sont régulièrement repoussés, et personne ne s'y reconnaît plus dans cette avalanche de procédure qui s'entrecroisent et mettent aux prises plusieurs dizaines de juges et d'avocats, plusieurs centaines de témoins. Le procès dit « Valpreda » (en fait celui de vingt-cinq accusés d'extrême-droite) a été renvoyé pour la troisième fois consécutive. Celui des dix-neufs membres de l'ex-Ordre Nouveau a également été renvoyé sous prétexte qu'une partie des accusés sont actuellement entendus pour d'au-

en bref

★ Missiles Français pour le Chili

Tout va bien entre la Direction technique de l'armement et les autorités militaires chiliennes. Les bonnes relations du passé se sont poursuivies, malgré le coup d'Etat et la répression sanglante engagée par le général Pinochet. Simple-ment, elles sont plus discrètes. Au mois de décembre, deux containers de fusées (non équipés) et huit containers de 14 000 kgs (fusées chargées) ont pris la route du Chili : enlevés par une compagnie aérienne argentine qui prêtait son concours à cette opération secrète. Consultée avant la mise en route des matériels à partir d'une base militaire française, la DTA avait fait savoir « qu'elle ne formulait pas d'objection, le transport étant

Allemagne :

Schmidt et les tortures

Depuis le 2 février, les membres de la « bande à Baader » ont entrepris une grève de la soif dans leurs prisons respectives. Le masque de l'Allemagne libérale, du social-démocrate Schmidt, était déjà tombé quand l'un des grévistes — Holger Meins — mourut le 9 novembre dernier. Depuis, la lutte des prisonniers politiques continue. Le chancelier Schmidt vient en visite en France. Il pourra s'entretenir avec Ponia et Bigeard des risques courus par les grévistes de la faim français : les membres du GARI emmenés à l'infirmerie de Fresnes le 1er février auxquels on refuse le statut politique, les travailleurs immigrés matraqués par les flics...

Une campagne d'échanges d'un autre genre a été lancée lundi à Paris. Tous les militants révolutionnaires ont été invités à téléphoner à l'ambassade d'Allemagne, à y écrire pour dénoncer les tortures dans les prisons allemandes, pour dénoncer la torture et soutenir l'action de Baader et de ses camarades.

Y.S.

tres affaires. On voudrait enterrer ces affaires qu'on ne s'y prendrait pas autrement...

★ Nostalgies coloniales

Officiellement, la France ne se mêle plus des affaires malgaches. Mais comment expliquer alors qu'un très haut-fonctionnaire du ministère de la Coopération (métons : le plus proche de M. Pierre Abelin, le ministre), ait tenté récemment de ménager des contacts entre le représentant d'un parti de gauche de la Grande Ile (qui ne soutient plus le gouvernement Ramanantsoa qu'avec réserves, et dans le but d'éviter la guerre civile), et l'ancien vice-président Rabemananjara, promoteur du dialogue Madagascar-Afrique du Sud, chanteur de la francophonie militante, exilé à Paris depuis les émeutes anti-françaises de 1972. La rencontre n'a pu avoir lieu. Parmi les questions qu'on se proposait de débattre : votre parti soutiendrait-il toujours le général Ramanantsoa s'il se séparait de son ministre des affaires étrangères, Didier Ratsiraka, représentant l'aile progressiste du gouvernement ?

Espagne :

Une flambée de luttes ouvrières



de notre correspondant

Ce n'est pas, bien entendu, le moment de dresser le bilan de cette vaste offensive ouvrière et populaire que l'Espagne connaît aujourd'hui, alors que la tension sociale demeure toujours aussi vive et que la lutte continue. Mais l'ampleur et la durée de ce mouvement d'une rare puissance demandent, pour les saisir, un certain regard d'ensemble. Il est évident que ces grandes luttes ne sont pas le fait du hasard ; elles sont, au premier abord, une des composantes décisives de la crise aiguë qui secoue la dictature franquiste.

Rappelons d'abord les principaux foyers de lutte au cours de ces derniers mois dans tout le territoire franquiste : Barcelone (Bas Elobregat) ; Valladolid (Fasa-Renault) ; Pampelune (Super Sert) ; Madrid (Casa Comylsa) ; Vizcaya (Artiach) ; Navarre ; Zaragoza ; Asturias ; Barcelone (Seat, Hispano Olivetti)... La liste serait longue...

Dès la fin du mois d'août, divers groupes et organisations ouvrières ont accompli un très important travail de préparation et de sensibilisation vers un mouvement de grève et de lutte généralisé. Ils estimaient que la situation en Espagne était extrêmement favorable à une grande mobilisation populaire. D'autre part, les premières étincelles se sont produites chez Fasa-Renault, à Valladolid, chez les métallos à Madrid, sans oublier la première grève générale de l'été, au mois de juillet, dans le Bas Llobregat (Barcelone). A partir de ce point de démarrage le mouvement s'est développé à un rythme inégal suivant les différents conditionnements économiques et politiques spécifiques à chaque région et à chaque entreprise. Un bilan provisoire des entreprises touchées par les grèves pendant la première quinzaine d'octobre, par exemple, signalait : 92 entreprises (de Barcelone, Valladolid, Vizcaya, et Sevilla), et 60 000 ouvriers ayant participé aux arrêts de travail et grèves. Plus tard et selon les données fournies par la presse officielle, on a compté plus d'un demi-million de grévistes

pendant la deuxième quinzaine de décembre.

de vrais délégués

Ensuite, « nouvel an, nouvelles luttes ». A Barcelone, Seat, Hispano Olivetti, Cumbre, Gallina Blanca, Iberia ; A Saragosse, les métallos (environ 2 300 ouvriers) ; à Pampelune (Navarre) 20 000 grévistes ont tenu tête à la police. Maintenant, c'est l'annonce d'une nouvelle vague de grèves qui domine la scène politique et sociale dans le pays.

Les revendications syndicales sont très précises : défense du droit à l'emploi, augmentation de salaire avec échelle mobile révisable tous les trois mois ; à travail égal, salaire égal, sans distinction d'âge ni de sexe ; démission de délégués et de représentants ouvriers auprès du « Syndicat » fasciste (C.N.S.) ; élection de véritables représentants ouvriers par des Assemblées, mandatés pour chaque négociation, dans chaque lutte.

Les revendications politiques sont également très précises cette fois-ci : liberté pour les prisonniers politiques ; liberté de frontières pour les réfugiés politiques et exilés ; la capacité pour le peuple de manifester sa volonté face aux tentatives de sauver et prolonger la dictature ; la conquête réelle du droit de faire la grève, de s'associer et de se réunir, le droit d'expression et d'information, le droit de manifestation, etc...

Mais ce qui est significatif et nouveau dans cet élan unitaire et combatif qui entraîne les masses des travailleurs espagnols, c'est l'essor généralisé de nouvelles formes de luttes laissant de côté les méthodes pacifistes, dépassant le cadre du syndicat vertical-fasciste et de ses « délégués » avec la discussion en assemblées où les représentants ouvriers sont élus directement et contrôlés continuellement. Des pas solides dans la consolidation de l'unité de la classe ouvrière ont été faits dans la lutte réelle, dans les usines, mais aussi dans la rue, au cours d'affrontements

avec la police, qui ont la plupart du temps été très durs. Dans le cadre de cette lutte générale et révolutionnaire, tous les secteurs populaires et travailleurs ont été présents : tous les métallos, Seat et Hispano Olivetti à leur tête, le Secteur Chimique, le Bâtiment, le Transport, la Santé, la Banque, les Professeurs (PNN), les Etudiants et universitaires et les femmes (à Barcelone, quartier Verdun, les femmes ont d'ailleurs connu des affrontements violents avec la police).

la machine répressive

Cette montée de lutte se produit à un moment où la dictature rencontre des difficultés politiques de tous ordres ; épuisée par l'opération carnavalesque des soi-disants « associations politiques », elle n'a pour survivre que la machine répressive toujours en cours. Les prisons sont pleines de prisonniers politiques, les assassinats d'ouvriers et de militants révolutionnaires sont à l'ordre du jour, dans la rue, plus que jamais ; en même temps on parle d'un processus de « libéralisation » menée par le gouvernement Arias qui serait, lui, confronté à la tendance la plus dure du franquisme. Mais il inaugure de nouveaux tribunaux, ouvre de nouvelles prisons pour les prisonniers politiques, occupe militairement Euzkadi et prépare sournoisement plusieurs procès risquant d'aboutir à des peines de mort, dont la date est une sorte d'épée de Damoclès prête à frapper au moment le plus inattendu ! Le procès d'Eva Forest et de ses camarades est appelé le « procès du siècle ». Mais d'autres peuvent se glisser sous l'effet de la diversion la plus calculée. On est toujours sans nouvelles de José Antonio Garmendia : dans l'état actuel de la situation, il est le premier à risquer sa vie. Actuellement trois personnes risquent la peine de mort par étranglement : Geneveva Forest, Antonio Duran, José Antonio Garmedia. Dans ce scénario du terrorisme franquiste, le combat quotidien des travailleurs et des peuples d'Espagne est à nouveau un espoir.

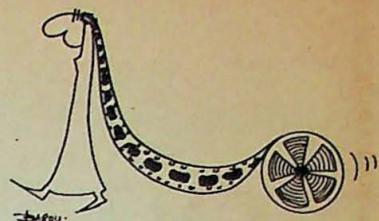
M-Z. ■

A l'initiative de l'O.L.P., les enfants palestiniens ont été à l'honneur dimanche 2 février à la Mutualité, à Paris.



Deux films sur le mariage :

des analphabètes du sentiment



◆ Dans **Mariage**, un couple observé tous les dix ans, s'engueule dans la veulerie, les injures puis le silence. Dans **Scènes de la vie conjugale**, l'apparence du bonheur éclate, après dix ans de mariage. Un couple se déchire, se défait douloureusement, mais au-delà du divorce, maintient une tendresse apaisée.

Eros et thanatos

Du film de Lelouch, on sort écoeuré ; celui de Bergman vous laisse remué, méditatif, autocritique. A la sortie, des spectateurs ricanent de la muflerie du personnage joué par Rufus. Pataugeant dans l'anecdote et la caricature, **Mariage** n'inquiète pas : on n'est jamais aussi ignoble dans la vie. Avec un titre moins prétentieux, Bergman atteint à une certaine universalité (occidentale) ; il touche fort et juste. On peut refuser ses questions, critiquer le rythme de son film, relativiser une problématique qui serait suédoise. Dérobades ! Bergman nous gratte où ça fait mal : les amours que nous vivons ne sont pas celles dont nous rêvions.

Résignés ou hargneux, les protagonistes de Lelouch s'abandonnent au sordide. Ceux de Bergman s'interrogent, s'insurgent, se débattent, se battent, mais ils ne renoncent pas à donner un sens à leur vie. Le couple de **Mariage** est, d'emblée, installé dans le renoncement : il ne cherche pas à trouver des réponses, ni même à poser des questions. Pourquoi se marie-t-on, pourquoi est-on floué, pourquoi se sépare-t-on. Ou pire, pourquoi ne se sépare-t-on pas ?

Certes nous sommes lâches, négligents, broyés par la machinerie sociale, et surtout « analphabètes du sentiment » (Bergman). Mais quoi, dans **Mariage**, jamais une bouffée de désir, jamais un geste de tendresse, jamais une

intonation amicale ? Bergman, lui, montre les cruelles intermittences du désir dans la **Vie conjugale**, les malentendus du corps, les chassés-croisés de la parole. Réalités qui existent, malgré tout, et que la caméra de Bergman saisit fugitivement sur les visages en gros plan, dans des champs contre-champs qui sont ceux-mêmes de la vie.

Une pulsion de mort est à l'œuvre chez Lelouch qui s'en délecte avec une complicité hargneuse. C'est Eros qui, envers et contre tout, veut triompher chez Bergman.

Bien sûr, l'appartenance de classe joue : Rufus est un petit assureur dans un petit bled, faux résistant et vrai raciste, bientôt maire-adjoint ; Bulle Ogier, une « ménagère », une femme mystifiée, une névrosée de la cire et des patins. Avec Bergman on est chez des bourgeois ; mais il y a une grande ironie à montrer un prof de psycho (Johan) et une avocate spécialiste du divorce (Marianne) aussi empêtrés que quiconque dans la galère conjugale.

Une cible trop facile

Comme tout le monde, ils ont cru sceller un contrat intime garanti par l'amour ; ils se retrouvent coincés dans une institution réglée par et pour l'ordre social. Pourquoi se sont-ils mariés ? Pour briser l'insupportable solitude. Pourquoi échouent-ils ? Parce que leurs (nos) obligations tiennent lieu de justifications, parce que nous acceptons de réduire nos vies à une série de prétextes et d'interdictions. Parce que nous avons été éduqués (es) à « toujours faire ce qu'on me disait de faire » (Marianne). Parce que nous ne nous aimons pas : nous avons raison de refuser ce qu'on a fait de nous, mais tort de le reprocher à un seul partenaire. Nous éludons l'inquié-

tude d'un bon mot (l'ironie perpétuelle de Johan, intellectuel professionnel) ou d'une étreinte (ces baisages prétendus réconciliateurs qui ne font qu'attiser la haine). Le capitalisme a introduit la compétition jusque dans nos rapports affectifs.

Lelouch prétend attaquer le mariage : en fait, il nous montre le « petit homme » de Reich. De l'association (pour la vie !) de deux mutilés atteints de peste émotionnelle ne peut sortir qu'un long saccage. Le mariage est une cible trop facile ; le dénoncer, seul, en soi, permet l'économie de critiques plus radicales. Oui, « il n'y a pas d'amour heureux » en régime capitaliste ; et s'en abstraire est illusoire : il n'y a pas d'autre issue que névrotique dans le tête-à-tête romantique, le fameux « seuls au monde ».

La possibilité d'amours adultes passe probablement par la révolution des rapports sociaux. Ce n'est pas dit par Bergman, heureusement ! Mais sa critique de l'organisation du temps montre bien la dictature du répétitif, qui est à la fois névrotique et socialement réglé. Le capitalisme, quand il nous coule dans les rôles étriés d'époux et épouses, fait du mariage un agent de sa reproduction. Tous les problèmes ne seront pas réglés quand nous l'aurons détruit. Mais au moins, avec ou sans mariage, la difficulté de nos relations affectives sera-t-elle réduite à l'essentiel. C'est un peu à dessiner cette épure que Bergman s'est appliqué.

A travers et avec leurs faiblesses, leurs égoïsmes, leurs lâchetés, contre la prétendue fatalité de la vie sociale et de l'usure du temps, Johan et Marianne s'acharnent à prendre en mains leurs destins. Ils ne renoncent pas au rêve fantastique d'une rencontre durable entre deux êtres. Ils font le pari de l'amour. Ils ont raison. Là-dessus, il ne faut pas en rabattre. C'est aussi pour aimer que nous voulons la révolution.

J.-F. HEROUARD ■

« L'Imprécateur »

de René-Victor Pilhes

Ed. du Seuil - Prix : 33 F. est en vente à la Librairie Syros, 9 rue Borromée. Paris 75015.

« L'aventure incertaine »

de notre camarade Claude Bourdet, (Editions Stock, 35 F), l'est aussi.

Nous en profitons pour reconstituer le sous-titre de cet ouvrage qu'un « mastic » plutôt malheureux a fait passer pour un propos de table, dans le TS n° 643 ; il s'agit bien de « De la résistance à la Restauration »...

Au long de rivière Fango Un paradis perdu ?

Une utopique leçon de bonheur et de joie de vivre, deux heures de détente et de vacances dans un paysage de rêve. Voilà ce qui vous attend si vous suivez Rufus, Romain Bouteille, le Café de la Gare (et bien d'autres) dans leur plongeon **Au long de la rivière Fango**.

Ce « western écologique » n'est pas une conquête de l'Ouest mais une tentative de recherche du plaisir, de la sérénité, de l'esthétique et de la pureté dans un paradis perdu. Les personnages sont tous jeunes, beaux, sympathiques et heureux de vivre loin de toute civilisation et de tout ce que cela comporte comme contraintes morales et physiques... Ils pêchent et chassent pour subsister, cultivent juste ce qu'il leur faut et rien de plus, fabri-

quent le tissu de leurs vêtements sur d'archaïques mais « sensuels » métier à tisser et surtout... rêvent. L'écrivain de service immortalise ses œuvres (horribles cauchemars) sur d'interminables « bibles » de tissu (moins périssable que le papier), que l'on roule et déroule lorsqu'il les déchiffre devant la communauté réunie dans une clairière ombragée.

Bref, on se laisse vite séduire et emporter par ce courant optimiste et plein de tendresse... mais si peu réaliste ! On pourrait, certes, supprimer facilement nombre de tabous, de préjugés et de corvées que nous impose notre société, mais de là à tout renier...

Chantal Lender ■

BAL MASQUÉ



VENDEDI

28 février de 21h à 6h. au **BATACLAN**
50 bd Voltaire, Paris XI^e. M^o Oberkampf - St Ambroise

MUSIQUE Brésilienne et Surprises

Venez déguisés, masqués, travestis ou comme vous voulez **MAIS**
n'oubliez pas votre joie, votre gaieté et votre érotisme.

Une nouvelle revue : Sexpol ... et un monde à refaire

◆ « Giscard, pourquoi rentres-tu si tard ? » se demande Gérard Ponthieu dans « l'air d'édito » qui ouvre le premier numéro de **Sexpol**. Et d'afficher les intentions de la nouvelle revue de « sexologie politique » : « Nous voulons politiser le banal et sexualiser la politique », écrit-il benoîtement. « Nous chercherons à les faire se heurter de plein fouet pour qu'ils s'anéantissent dans le beau fracas de la vie retrouvée. Cette vie que nous avons perdue avec le paradis pour devenir des errants des déra-

cinés de la nature ». Au sommaire de ce numéro de quarante-huit pages, chichement illustré et joliment imprimé, il y a une « confession » de Daniel Guérin, des paroles de femme, Richard Antony politicien en rut, les maternelles trop maternelles, Wilhelm Reich et **Sexpol**, du cinécul à la masse, etc... Et puis une invitation géante au grand bal masqué « **Sexpol-LiliseX** », le 28 février, de 21h à 6h, au « Bataclan » 50, boulevard Voltaire, Paris 11^e. Il paraît qu'il ne faudra oublier ni sa gaieté, ni son érotisme.

En vente à Syros et à BP 265-75-866 Paris Cédex 18

Quelle heure peut-il être à Valparaiso ?

Deux regards sur une pièce du théâtre des Amandiers (Nanterre).

Nanterre : des bidonvilles, des tours, une préfecture luxueuse, des terrains vagues... une ville où « les autobus se couchent en même temps que le soleil »... une population où se côtoient de nombreux travailleurs immigrés (algériens, portugais, africains) et aujourd'hui des exilés chiliens.

Nanterre : un théâtre, Les Amandiers, qui présente une pièce, véritable opéra d'exil et de lutte, une œuvre de fraternité : **Quelle heure peut-il être à Valparaiso ?**

Joachim Murieta, personnage de Pablo Neruda, qui arrive à Nanterre, sa tête sous son bras, c'est le peuple chilien décapité, déraciné, qui a fui le massacre, et est venu témoigner. Il rencontre un enfant de Nanterre, et lui apprend une foule de choses qui ne figurent pas dans les manuels d'histoire et de géographie. L'Amérique latine n'est pas l'éternelle leçon sur les jolies caravelles et les beaux espagnols qui venaient christianiser les vilains sauvages ; c'est aussi un pays à la civilisation éternellement convoitée pour ses richesses et pillée de toutes parts.

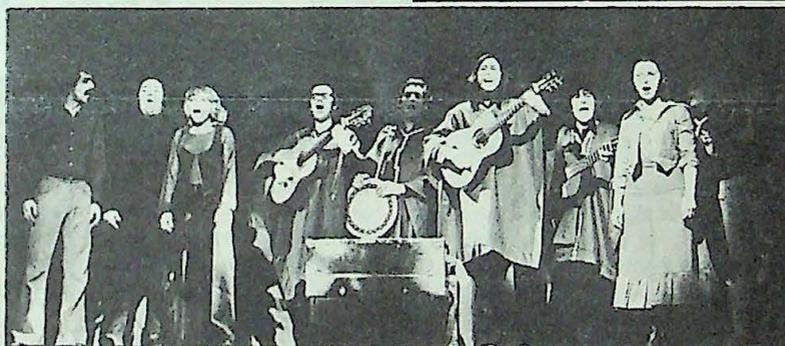
Cette histoire est partie de Nanterre même, et c'est un peu la ville et ses habitants qui sont représentés dans le théâtre. Quatre tréteaux, entre eux des gradins, au centre une

Dire le Chili parmi nous

grande place où l'on se promène, où l'on se rencontre, où l'on se parle : au hasard des rencontres : le musicien Sergio Ortega, chilien né à Antofagasta, ami de Pablo Neruda, Marc Ogeret et Francesca Solleville, le travailleur algérien, le malien, le portugais... qui parlent tous de la même chose : « la lutte de classes », accusent l'exploitation, découvrent l'économie politique, se posent des questions : celui qui travaille dans une usine d'aviation, se demande à quoi vont servir les avions de chasse qu'il fabrique... « la vente d'armes vue de France ça ne fait pas de mal, mais dès qu'elles ont passé la frontière, elles tuent pour de bon : on appelle ça équilibrer la balance des paiements ».

Malgré la dureté du sujet, la mu-

sique tient une grande place dans la pièce : pour Sergio Ortega, « dire des choses affreuses avec le sourire sur le visage, avec la joie dans le cœur », n'est pas du masochisme,



car « le militant est joyeux pour des raisons fondamentales ». C'est au travers des chansons de Neruda et du folklore populaire que le groupe Canto General, formé à Nanterre il y a près d'un an, nous chante le Chili et l'Amérique latine : moments joyeux, lumineux, mélancoliques ou émouvants, le Chili est présent.

Pour Pierre Debauche, il faut « jouer un répertoire qui concerne chacun parce qu'il raconte une histoire suffisamment universelle de la vie des hommes » (1). Cela devrait, pour le spectateur, aller beaucoup plus loin que le Chili lui-même et l'amener à cette « découverte des autres ». Pour que le si beau slogan de l'Unité populaire « le peuple uni jamais ne sera vaincu » ne soit pas qu'un rêve généreux.

Quelle heure est-il à Nanterre lorsque Joachim Murieta entre sur scène au Théâtre des Amandiers : 20 h 30 (les jeudi, vendredi et samedi) 16 h (le dimanche). En hiver, fleurit à Nanterre, la ville étrange, une musique fraternelle...

Françoise CLAIRE ■

(60 rue Greuze - 92 000 Nanterre - tél. 204.37.13 - 18.81).

(1) : Les citations de Pierre Debauche sont tirées du livre de Philippe Madral, « Le Théâtre hors les murs », éd. du Seuil.

Nanterre, Colombes, septembre-octobre 1973 : des centaines de réfugiés chiliens arrivent, laissant derrière eux une longue plaie ensanglantée au flanc du continent américain. Parmi eux : Sergio Ortega, le compositeur communiste qui donne à l'Unité populaire naissante de 1970 son chant de victoire, **Venceremos**, et qui lui donne aujourd'hui son chant d'espoir, **El Pueblo Unido Jera Jera Vencido**. Depuis, un an de rencontres, un an d'amitié entre une banlieue parisienne et des exilés essayant de revivre. Un an de dialogue entre un groupe de chiliens réfugiés à Nanterre : Ortega, le groupe Canto General, Balmes, Barrios, et l'équipe du théâtre des Amandiers, autour de Guy Debauche et Marc Bonseigneur.

Ortega et Debauche ont compris qu'il ne suffisait pas d'un peu d'exotisme et de beaucoup de bons sentiments pour instaurer un tel dialogue. Les effusions faciles pour public petit bourgeois

Liévin et Chuquicamata

avide de flûtes indiennes et de tropicalisme révolutionnaire ne les intéressent pas : nous ne sommes pas à Avignon, mais à Nanterre.

Quelle heure peut-il être à Valparaiso ? se présente alors comme une tentative : essayer de faire dialoguer deux cultures révolutionnaires, deux traditions populaires. Ortega les nomme « **objets musicaux politiques** » : c'est avouer leur différence, mais c'est aussi permettre leur rencontre. D'où la disposition scénique : quatre petits plateaux encadrent un espace libre où le public, français et chilien, participe à l'action.

Au début, les deux cultures, chacune sur un plateau, s'affirment dans leur individualité. D'un côté : Marc Ogeret et Francesca

Solleville, accompagnés de l'orchestre de Richard Galliano, renouent avec leurs prédécesseurs de 48 ou de 71 pour chanter leur haine de ces « **nom de Dieu de fils de pute** » qui ont toujours massacré les travailleurs quelle part entre Versailles et Vichy. De l'autre : le groupe Canto General répond par une de ces cantates qui ont exprimé pendant des générations les souffrances des hommes de l'Altiplano, bien avant d'apporter leur lot d'émotion lyrique aux clients réguliers de chez Philips. Au début, on s'écoute, on traduit les paroles, on rit de l'astuce ou on admire le talent de ceux qui luttèrent, sans se connaître, à des milliers de kilomètres les uns des autres. A la fin, on se retrouve sur le même plateau pour chanter le même chant d'espoir parce qu'on a compris

qu'on participe au même combat : « **Qu'est-ce que c'est Chuquicamata ? C'est Liévin. Qu'est-ce que c'est Liévin ? C'est Chuquicamata** ».

Debauche et Ortega ont compris qu'un dialogue devait être créateur pour ne pas être superficiel. Dix neuf airs nouveaux ont donc été composés pour ce spectacle, associés au dernier poème, peut-être le plus violent, de Pablo Neruda : **l'Invitation au Nixomicide. Quelle heure peut-il être à Valparaiso ?**, c'est aussi une performance de créativité. Si la bourgeoisie française réussit assez bien à monopoliser et à déformer la parole populaire (celle des travailleurs français ou celle des travailleurs d'Amérique latine, par exemple, avec sa télé, ses disques etc), il est important de signaler qu'à Nanterre, Ortega, Debauche et Bonseigneur font une tentative remarquable pour redonner la parole, leur parole, à ceux qui en ont été privés ici ou ailleurs.

Gilles SAURON ■

Il y a deux ans étaient signés les Accords de Paris : le 27 janvier 1973. Il s'agissait d'instaurer la paix au Sud-Vietnam et d'arrêter l'agression américaine au Nord. Depuis ce jour, il y a eu 250 000 morts au Vietnam ; il y a aussi 200 000 détenus politiques qu'on torture dans les camps de concentration du régime Thieu.

la seule base

Thieu, c'est cet homme qui disait le 30 janvier 1973, trois jours après la signature de l'accord : « *Tous les communistes doivent être abattus sur place* ». Thieu, c'est surtout le chef d'un régime à la solde de l'impérialisme américain ; un régime qui a violé les accords de Paris, qui a tenté de démanteler l'influence du GRP (Gouvernement révolutionnaire provisoire) puis de la troisième composante ; un régime, qui a atteint un degré de corruption extraordinaire. L'appareil militaire et policier est sa seule base : un million de soldats et 300 000 policiers. Cette garde prétorienne est payée sur les crédits régulièrement accordés par les USA (depuis la signature de Paris : 8 milliards de dollars). Pour Ford, ça ne suffit pas d'ailleurs puisque pour lutter « *contre les communistes* » il a demandé récemment une rallonge budgétaire de trois cents millions de dollars au Congrès américain.

Le Sud-Vietnam est donc encore sous la botte impérialiste : les plans d'assistance mis au point au Pentagone sont prévus pour durer jusqu'en 1980. Quelle assistance ? On peut citer : les livraisons de chasseurs bombardiers, mais aussi la présence de milliers d'agents de la CIA, et encore les 20 000 militaires américains devenus comme par miracle des civils ! Ces crédits, cette présence américaine ont des conséquences dramatiques : prostitution, drogue, famine, tortures, arrestations arbitraires de toutes les forces opposées à Thieu (y compris parmi les mouvements de la droite traditionnelle, bouddhiste ou catholique). L'inflation a atteint le taux de 114 % en 1974 ; les impôts ont été multipliés par trois.

Pays soumis à un régime policier, le Sud-Vietnam est aussi un pays de guerre. A l'époque de la signature des accords de Paris, le GRP contrô-

lait les deux tiers du pays. Le traité prévoyait sa reconnaissance en tant que tel et des négociations entre lui, le régime Thieu et la troisième composante. Il n'en a rien été. De janvier à octobre 1973, les USA et Thieu ont, sans répit, tenté de reconquérir les zones contrôlées par le GRP, détruisant villages et récoltes, déportant ou massacrant ceux qui résistaient. La résistance populaire a ainsi perdu près de mille postes militaires qu'elle contrôlait avant de pouvoir riposter. Cette riposte, cette guerre populaire ont permis

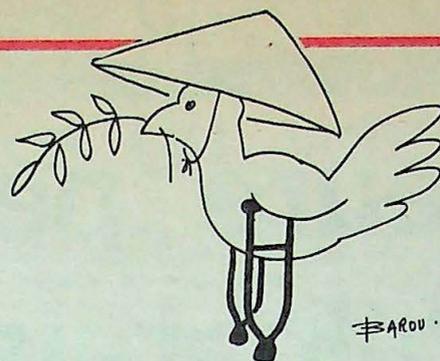


au GRP de reprendre tous ces postes et d'en conquérir deux milliers d'autres. Elle a non seulement fait reculer les militaires du régime Thieu, mais aussi réinstallé la vie dans les zones libérées. La récolte de riz a été plus abondante que jamais durant l'année 1974. Le GRP contrôle des Hauts-Plateaux, et s'est de nouveau approché de Saïgon. Les forces armées du GRP (et non les communistes ou les Viet-

namiens du Nord, comme le disent complaisamment la propagande de l'ORTF et la plupart des journaux bourgeois) ont respecté les accords de Paris pendant des mois avant de riposter. Aujourd'hui les territoires qu'elles contrôlent sont les plus prospères du Sud-Vietnam. Les prix y sont stables, la vie démocratique y est assurée.

Mais la bête impérialiste ne veut pas mourir. Après avoir échoué dans la tentative d'isoler le GRP, de détruire la troisième composante,

les Américains (cf. les déclarations de Kissinger, il y a quinze jours) veulent poursuivre l'épreuve de force pour se donner le temps de maintenir, après une éventuelle chute de Thieu, un régime à leur solde. Dans les mouvements de la troisième composante (non alignés sur le GRP ou sur Thieu) leurs chances diminuent. En effet, la droite bouddhiste vient de passer dans le camp des opposants.



Vietnam :
c'est toujours

us go home !

Ce jeu pour gagner du temps est soutenu sans vergogne par le gouvernement français, alors que la France a été le lieu de signature de la paix, alors qu'elle est une des puissances engagées pour la garantie des accords. Au lieu de respecter les accords et de tenir compte de l'existence du GRP, le gouvernement français a préféré reconnaître le gouvernement démocratique... du nord et le régime fasciste du sud. Il aide ainsi Hanoï (ce n'est d'ailleurs pas désintéressé : quelques firmes françaises et leur commis voyageur, M. Missoffe, espéraient bien quelques contrats juteux pour la reconstruction du pays). Mais il aide aussi Thieu, renforçant donc l'aide américaine et la violation du statu-quo si péniblement acquis par le peuple vietnamien et les représentants du GRP. Cette aide économique à Thieu se double de plus d'un appui politique pour une éventuelle « *solution de rechange* ». Nos ex-coloniaux d'Indochine pourraient souffler dans la grande oreille américaine quelques noms de militaires ou de notables de la bonne vieille Indochine française, un peu moins pourris que Thieu. Tout cela dans l'intérêt bien compris de la France.

la grande oreille

Le peuple vietnamien ne l'entend pas ainsi. Tant que les violations des accords de Paris ne cesseront pas, tant que tous les prisonniers politiques n'auront pas été libérés des geôles de Thieu, tant que de véritables élections n'auront pas eu lieu, tant que la troisième composante et le GRP se verront nier le droit à l'existence, tant que les Américains enfin n'auront pas quitté réellement ce pays, la guerre durera. Un peuple se battra pour sa liberté comme il le fait depuis vingt-cinq ans. Nous pouvons y contribuer matériellement, mais aussi politiquement (en dénonçant la scandaleuse attitude du gouvernement français notamment) et peut-être plus simplement en nous informant. « *US Go Home !* », c'est encore et toujours d'actualité...

Yves SPARFEL ■

Un appel pour tous

Les lecteurs de TS sont invités à signer l'appel ci-dessous, et à adresser leurs signatures à Marianne Schaub, 92, rue du Bar, 75007 Paris. Il ne s'agit pas d'un appel destiné à des « *personnalités* », mais d'un texte dont ses promoteurs souhaitent qu'il recueille le maximum de signatures.

Il y a deux ans étaient signés les Accords de Paris sur le Vietnam.

Même parmi ceux qui se sont mobilisés pendant des années, beaucoup ont alors pensé : « *la guerre est finie* ».

Et pourtant :

Au Sud-Vietnam les combats continuent. Ni Saïgon, ni Washington n'ont appliqué les Accords. Thieu maintient en prison et en camp de concentration des centaines de milliers de Vietnamiens ; beaucoup meurent sous la torture.

Si ce régime survit, face à une opposition qui, au-delà de la troisième composante a gagné d'anciens soutiens de Thieu, c'est grâce aux « *conseillers* » américains, à l'argent américain, et aussi à l'argent européen, que drainent les Américains par l'intermédiaire de la Banque Mondiale.

Aux tentatives permanentes de Thieu d'empiéter sur les zones libérées répondent des contre-attaques et d'importants mouvements qui se développent dans les campagnes sud-vietnamiennes.

Nous qui avons soutenu le peuple vietnamien et les autres peuples

d'Indochine dans leur lutte, nous déclarons que notre soutien ne doit pas cesser. Nous exigeons :

— Le respect des Accords de Paris par les autorités de Saïgon et de Washington.

— L'arrêt du soutien, notamment financier, à Thieu, à sa corruption et à ses crimes.

Nous exigeons que le gouvernement français mette un terme à l'aide qu'il apporte au régime de Saïgon, reconnaisse de plein droit le G.R.P. et la légitimité de sa présence dans les organismes internationaux.

Premiers signataires :

Simone de Beauvoir, Claude Bourdet, Jean Chesneau, Philippe Devillers, Bernard Dort, Claire Etcherelli, Michel Foucault, Philippe Gavi, Suzanne George, Pierre Halbwachs, Serge July, Francis Kahn, Maud et O. Manonni, Léo Matarasso, Ariane Mnouchkine, Roger Pic, Michel Piccoli, Edouard Pignon, Madeleine Rebérioux, Pierre Rousset, Jean-Paul Sartre, Laurent Schwartz, Pierre Vidal-Naquet, Jean-Marie Vincent